



LCR  
DOCUMENTATION  
CENTRALE

*cahier de*

# la taupe



n° 7



- 1<sup>er</sup> Mai 1890
- Les accidents du travail à la SNCF
- FO et l'unité syndicale
- 10.000 chômeurs organisés à Naples
- « Antoinette » a vingt ans



3 F

JANVIER 76

# sommaire



- 1er Mai 1890 : première fête internationale du travail pour la journée de huit heures. p. 3
- SNCF : 4 accidents de travail par jour ! p. 5
- « Antoinette » (mensuel féminin de la CGT) a 20 ans. p. 9
- A propos de F.O. et de l'unité syndicale. p. 18
- Naples : 10 000 chômeurs organisés. p. 23

TOUTE CORRESPONDANCE :

CAHIERS DE LA TAUPE  
TRITON  
10, impasse Guéménée, PARIS 75004



Supplément à ROUGE N° 330  
Dir. de Pub : H. WEBER  
Imprimerie S.J.M., 75011 Paris

1<sup>er</sup> MAI  
1890  
1ère manifestation  
du travail

*L'histoire  
du 1<sup>er</sup> Mai et  
l'histoire de  
la réduction  
du temps de  
travail sont  
intimement liés.  
La journée  
de huit heures  
est en effet  
à l'origine de  
la manif du  
1<sup>er</sup> Mai sous  
sa forme  
nationale d'abord  
en 1886  
aux Etats-Unis,  
et enfin  
internationale  
en 1890*

C'est en effet dès 1825 aux Etats-Unis que démarre la lutte pour les huit heures : huit heures de travail huit heures de loisirs huit heures de repos. Cette poussée pour la réduction du temps de travail est ponctuée par de très dures et très longues grèves et manifestations. En 1881 le 1<sup>er</sup> Congrès de la Fédération des Trade Unions demande les 8H et l'année suivante l'Assemblée syndicale de Chicago précise le sens de cette revendication : Nous

## FETE DU TRAVAIL

### MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 1er MAI

Pour la journée de huit heures et une législation protectrice du travail aboutissant, avec la journée de huit heures pour base essentielle, à la garantie d'un minimum de salaire, à la limitation du travail des enfants et des femmes, au repos d'un jour par semaine et à la suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage.

La manifestation du 1er Mai a été votée par le Congrès ouvrier international socialiste de Paris en 1889 en faveur de la

### JOURNEE DE HUIT HEURES

Parce que la Journée de huit heures, c'est du travail et du pain pour quantité de travailleurs qui se pressent, le ventre vide, à la porte des ateliers ; là en effet, où il faut par exemple deux ouvriers de douze heures, il en faudra trois de huit ;

Parce que la journée de huit heures, c'est la fin des chômages périodiques que multiplient les progrès du machinisme, la diminution de travail pour ceux qui travaillent trop, fournissant du travail à

ceux qui n'en ont pas ;

Parce que la Journée de huit heures, c'est la hausse des salaires par la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers occupés et de l'avilissement des salaires que cette concurrence entraîne ;

Parce que la Journée de huit heures, c'est avec huit heures de sommeil, huit de loisirs, c'est-à-dire de vie, de liberté et d'action pour la classe ouvrière ;

Parce que la Journée de huit heures bénéficiera au petit commerce lui-même, en augmentant la puissance de consommation et d'achat de sa clientèle ouvrière, celle-ci, par suite de l'augmentation forcée des ouvriers occupés et de leurs salaires, étant plus nombreuse et mieux payée.

En conséquence, les militants de chaque quartier sont invités à organiser des réunions locales pour signer des pétitions en faveur de la Journée de huit heures dont ils trouveront la formule à la Bourse du Travail (bureau n° 5).

De grandes réunions seront organisées, dans la soirée, pour célébrer cette

PREMIERE FETE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

# 1<sup>o</sup> MAI 1890

## 1<sup>o</sup> manifestation du travail

L'assemblée syndicale de l'agglomération de Chicago représentant les travailleurs organisés nous déclarons que la journée de huit heures permettrait de donner plus de travail pour des salaires accrus. Nous déclarons qu'elle permettra la possession et la jouissance de plus de richesses pour ceux qui les créent. Cette loi allégera le fardeau de la société en donnant du travail aux chômeurs. Elle diminuera la puissance du riche sur le pauvre, non parce que le riche deviendra pauvre, mais parce que le pauvre se sentira enrichi. Elle créera les conditions nécessaires à l'éducation et à l'amélioration intellectuelle des masses....»

Et l'idée se fait jour aux USA de faire du 1<sup>o</sup> Mai 1886 une journée

revendicative nationale pour les huit heures. Ce jour là dans tout le pays se dérouleront d'importantes manifestations reprenant le slogan : «À partir d'aujourd'hui nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour !...»

On assistait là pour la 1<sup>o</sup> fois à une prise de conscience d'un prolétariat d'un même pays, à un regroupement de toutes les forces ouvrières pour une revendication unique et précise dont la réalisation sera poursuivie sans faiblesse... Pour la 1<sup>o</sup> fois aussi le désir et le sentiment de la nécessité d'une diminution du travail pousse des milliers de travailleurs à s'affilier aux organisations existantes alors que beaucoup étaient restés indifférents jusque là. Ce 1<sup>o</sup> Mai 1886

qui est marqué par des manifestations très violentes et même les massacres de Milwaukee et le 3<sup>o</sup> Mai enfin celui de Chicago, va s'ancre chez les travailleurs américains comme journée revendicative en faveur de la réduction du temps de travail. L'écho de cette manifestation au delà des frontières est énorme et sera en partie à l'origine du 1<sup>o</sup> Mai 1890. En France même le débat sur les 8H est très vif. Posés ainsi pour la 1<sup>o</sup> fois à un congrès ouvrier international la revendication des 8H sera discutée et adoptée au congrès de Genève de Septembre 1886 de l'association internationale des Travailleurs. Malgré les interventions de l'ouvrier hongrois Léo Frankel les

**1<sup>er</sup> MAI  
1890  
1<sup>ère</sup> manifestation  
du travail**

8H ne seront pas demandées à la Commune de Paris: c'est seulement la journée de IOH avec exception, en cas d'urgence d'une heure ou deux de plus qui sera adoptée.



En Mai 1884, c'est au tour du Parti Ouvrier Français de se prononcer pour les huit heures.

Mais un pas de plus va être franchi en 1886. Partout en Europe, les organisations ouvrières ont posé le problème des huit heures: et la conférence internationale coopérative regroupant des délégués de Grande Bretagne, Australie, Belgique, Hongrie, Autriche, Allemagne... et France lance un 1<sup>er</sup> appel commun à la journée des huit heures.

Une 1<sup>re</sup> campagne aura lieu en France en Février 1889, culminant sur une journée nationale.

En 1889, deux congrès internationaux ouvriers socialistes

se tiennent à Paris. L'un est organisé par les possibilistes, l'autre par les guesdistes: c'est de ce dernier que va sortir le 1<sup>er</sup> appel officiel à un 1<sup>er</sup> Mai international pour les huit heures... décision qui à l'époque passe

presqu'inaperçue. Résolution sortie d'un congrès international auquel assistaient Liebknecht et Bebel, votée par les délégués de 21 pays, internationale par sa genèse et sa confection, faisant état dans son contenu des expériences françaises et américaines, des initiatives belges et suédoises, elle

fait naître le 1<sup>er</sup> mai sous le signe de l'internationalisme. En France même cette décision est contestée. Les guesdistes se mettent à l'oeuvre pour en faire un succès, les possibilistes (courant réformiste) sont sceptiques quant aux anarchistes, pour la plupart ils boudent la manif prévue en raison de son caractère «politicien» et pacifique.

De nombreuses mesures d'intimidation et arrestations de dirigeants ouvriers ne freinent pas la préparation de cette journée.

A Paris près de 100.000 manifestants accompagnent la délégation chargée de porter aux

pouvoirs publics la pétition des 8H. En province ce sont aussi de grosses manifestations: Marseille 50.000, Lille 20.000, Roubaix 35.000, Lyon 40.000, Bordeaux 12.000...

Ailleurs dans le monde le mouvement est diversement suivi selon l'existence et la force des organisations ouvrières. De nombreuses manifestations ont lieu en Allemagne.

Autriche, Roumanie, Suisse, Belgique en Grande Bretagne plus de 300.000 manifestants à Hyde-Park effrayèrent la bourgeoisie londonienne. Dans les pays scandinaves également initiateurs de cette manifestation le succès est immense tant en Norvège, Suède qu'en Danemark.

Ainsi ce 1<sup>er</sup> Mai 1890 restera gravé en rouge dans l'histoire ouvrière. Pour la 1<sup>re</sup> fois un même jour, les travailleurs de tous les pays, de toutes les villes agissent ensemble. Au delà des reculs partiels qu'elle impose à la bourgeoisie, saluée avec émotion et du fond de leur bague par les fondateurs du POSDR, cette journée aura pour résultat immédiat la prise de conscience pour la classe ouvrière de sa propre force quand elle se serre les coudes. Aujourd'hui il est important de relire ces textes d'appel au 1<sup>er</sup> Mai 1890, on retrouve là pour la 1<sup>re</sup> fois les références concrètes à l'internationalisme et aussi les mêmes thèmes que l'on peut développer aujourd'hui pour argumenter la réduction massive du temps de travail, la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, et aussi la possibilité de vivre de liberté, et d'action pour la classe ouvrière...

## **AUX TRAVAILLEURS de FRANCE**

*Décidée par le Congrès International de Paris (1889), à l'appui de la Réduction de la journée de travail à huit heures, de la Limitation du travail des femmes et des enfants, de l'Interdiction du travail de nuit, de la Suppression des bureaux de placement et du marchandage, etc.*

*C'est au nombre de plusieurs millions que, sortant des ateliers, par des meetings ou des sommations aux pouvoirs publics, les travailleurs de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie,*

*d'Angleterre, de Suisse, de Hollande, d'Espagne, d'Italie, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique s'apprenent le 1<sup>er</sup> Mai prochain, à revendiquer pacifiquement ces réformes indispensables.*

*Travailleurs de France, qui avez toujours été à l'avant-garde, vous seriez cette fois encore à la hauteur de votre tâche. Conscient de son droit et dédaigneux des provocations, chacun sera au rendez-vous de sa classe et du Parti Socialiste et fera son devoir.*

La France est le pays des bons vins, des bons fromages et... des trains qui marchent bien, car la SNCF est vraiment un de nos fleurons avec ses techniques « que le monde entier nous envie »... Mais pour les travailleurs, les cheminots, la SNCF c'est autre chose, c'est une entreprise où les conditions de travail et les salaires sont scandaleux, et où la vie des travailleurs ne se mesure qu'en terme de coûts sociaux trop élevés des accidents. Dans une brochure qui va sortir et dont nous publions ici des extraits « La Taupe Rouge SNCF » révèle l'aspect le plus hideux de l'exploitation capitaliste des cheminots : les conditions de travail, la recherche de la productivité à n'importe quel prix, au même niveau de la vie des travailleurs... Trop souvent on leur répond... qu'on ne peut rien faire, malgré les délégués à la sécurité, les commissions sécurité, etc. Mais plusieurs fois les cheminots eux-mêmes ont déjà répondu en termes de lutte : *Pas de sécurité, pas de travail ! C'est la seule réponse possible.*



## Les accidents du travail

### LES CHIFFRES HIDEUX DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Les statistiques d'accidents ne sont pas « secrètes » à la SNCF. Mais pour en obtenir les chiffres globaux année par année c'est très difficile ! Des quelques chiffres que nous avons pu recueillir on s'aperçoit que le problème de la vie même des cheminots, des mutilations, blessures, incapacité de travail, est une menace permanente, quotidienne.

Entre 1972 et 1973 l'unité-km (en tonnage et nombre de voyageurs) par heure réelle de travail d'un agent est passé de 207,3 à 227,8 (soit + 10 %). Le tonnage brut moyen par train est passé de 792 à 835 tonnes. Le nombre des

accidents de chemin de fer est passé de 682 à 840. En deux ans dans ces accidents, on a compté 77 cheminots tués, et 108 blessés. En 1972, 109 cheminots ont été tués dans des accidents de travail (1 tous les 3 jours) et 77 en 1973.

Le nombre total des accidents du travail est en 1972 de 11.570 et de 11.867 en 73. Il y a 4 accidents de travail par jour, en 1974, dont la moitié sur l'activité transport et SERNAM. Il faut y ajouter les 2.700 accidents de travail sur le trajet aller ou retour, par an.

En 74 toujours pour la fonction transport 44 cheminots ont été tués portant à 155 en 4 ans le nombre des victimes. Pour le 3ème trimestre 74 nous avons

relevé les centres SNCF où le nombre des accidents de travail pour 1.000 cheminots dépasse le nombre de 10 accidents.

Ainsi accidents du travail de plus en plus fréquents, accroissement constant de la productivité, accroissement du tonnage transporté, du chargement des wagons, baisse constante des effectifs, arrêt de l'embauche en 74, sont les courbes qui dessinent le mieux l'aggravation des conditions de travail. L'ultime argument patronal « de la réduction des activités en 75 du fait de la crise » n'entraînera pas de baisse importante de la productivité par agent : le figeage généralisé des trages, la suppression de

nouvelles activités (suppressions de dépôts, ateliers, magasins, gares desservies, généralisation de la conduite agent seul) et continuation de la baisse des effectifs venant maintenir et renforcer la charge de travail de tous les cheminots roulants et sédentaires.

## SECURITE : DES MOYENS DERISOIRES

Périodiquement on a droit à la « semaine de la sécurité ». Montages audio-visuels, affichettes, mais aussi circulaires, notes de service à gogo. Le style est toujours celui du chef clairvoyant qui conseille avec fermeté : « *At-teleurs même avec des gants il ne faut pas mettre ses mains par-tout* » ! Et la flèche indique qu'il ne faut pas mettre la main entre deux tampons. « *Ne posez jamais votre main sur le crochet de traction* ».

L'hypocrisie des mesures proposées frise la canaillerie quand la sécurité implique plusieurs postes de travail, alors que la manœuvre est commandée à un seul cheminot. Par exemple, affichette Sud-Est : agents de manœuvre lors de la mise en place des soufflets deux dangers vous guettent : la passerelle tranche vos pieds (dessin ad hoc) et écrase la tête (2<sup>e</sup> dessin). Autant que possible, travaillez à deux, coordonnez vos mouvements. Seulement c'est généralement à un seul agent qu'est commandée la mise en place des soufflets : faut-il refuser au nom de la sécurité ? dans ce cas le cheminot reçoit une « demande d'explication » : motif du refus du travail commandé avec une sanction possible. Alors ?

Il y a pire et c'est le camarade C. qui nous donne les précisions :

**Question :** On vient de décider le figeage du triage de 32 heures le samedi. Moins de travail donc ?

**Réponse :** Tu parles ! D'abord le figeage fait perdre sans compensation toutes les primes de dimanche. Le reste de la semaine, on doit rattraper tout ce qui avant se faisait pendant les 32 heures. On a de plus sorti la réserve des roulements, pas créé un seul poste : résultat, les roulements « de type 40 heures » ne sont appliqués à personne et on produit par heure de triage encore plus

qu'avant. Ça débranche à toute vitesse : comment veux-tu qu'on fasse attention à la sécurité ? Les wagons arrivent de la butte, il n'y a rien d'autre à faire qu'à enrayer sans arrêt, sans réfléchir... c'est pire qu'avant !

A accroissement des cadences de travail, avec pourtant l'affiche sécurité bien en évidence : « *Enrayers, la pose tardive du sabot entraîne toujours des risques graves de choc par le véhicule en mouvement* ».

**Question :** Alors, rien d'autre que l'affichette, aucune extension des effectifs, rien qui puisse diminuer la pénibilité de l'enrayage ?

**Réponse :** Ah ! si ! Ils ont fait quelque chose, les patrons du triage. Tu sais que tu poses le sabot (2) à la main sur le rail. Ta main est sur le trajet de la roue du wagon. Une inattention... et la main y passe. Les sabots sont rongés d'usage. Tu y vois les traces de roue qui ont limé l'acier. Ils n'en peuvent plus les sabots ! En bien, au lieu de les changer, d'en avoir au moins des neufs, on a gardé les anciens mais on les a repeints en blanc, c'est plus « Sécurité » d'avoir des sabots en blanc même s'ils sont foutus. Trop coûteux de les remplacer. Ainsi le patron est couvert : il est soucieux des problèmes de sécurité !

**Question :** Qu'est-ce qu'il fallait faire selon toi ?

**Réponse :** D'abord avoir du matériel neuf, en bon état. Revoir toute l'infrastructure : l'entretien des voies, des aiguilles, du matériel roulant, des rails freins, de l'éclairage du triage, avoir des équipes de travail constituées d'effectifs nécessaires, avec des gars qui ne sont pas crevés, qui puissent se préoccuper de la sécurité, alors qu'on en fait des robots. On a filé un coup de peinture mais rien n'est changé : il y aura autant d'accidents...

Ainsi se mesure mieux déjà l'aspect démagogique de cette fausse campagne de sécurité : on essaie de diminuer (si peu !) les effets mais les causes — effectifs insuffisants, roulements épuisés, matériels où l'entretien est sacrifié pour économies draconiennes — restent intactes...

Les responsabilités apparaissent déjà clairement : une politique est en cause : elle est la logique de l'exploitation des travailleurs. Il y a mieux : Dans ce triage de Villeneuve (le plus important d'Europe, il y a quelques années) les fautifs essentiels sont... les cheminots.

En 1973, le taux de fréquence des accidents pour 1000 agents était de 51,34, mais en 72 il était de 19,03, soit trois fois plus selon les chiffres officiels (compte rendu sécurité du 30/1/74). Pourtant une campagne sécurité avait été lancée en avril.

— Corvée de quartier (sic !) rangement et nettoyage des chantiers et locaux, suppression des obstacles, matériel abandonné, etc. Travaux d'entretien pour améliorer les conditions de travail des agents. Le mot d'ordre : ordre et propreté.

L'une des tâches consistait, d'ailleurs, à « décoller les affiches des gares de Villeneuve, Triage et Prairie » essentiellement celles des révolutionnaires !

— Faire repindre les obstacles et les croisements de sortie. Elle n'a rien empêché bien sûr, la campagne ! Le style militaire n'y change rien, le fautif n'est pratiquement jamais la SNCF, c'est le cheminot le fautif... et les affiches de la Taupe Rouge !

## Un bilan catastrophique : la courbe des accidents.

Du 6 au 20 avril 1975 s'est tenue une « quinzaine sécurité » sur le complexe Gare de Lyon-Bercy. On y apportait des conseils aux responsables dans le style habituel un peu militaire et répressif. Il est interdit de..., etc. On rappelait qu'il fallait un effort tout particulier contre un péril dont la SNCF se sert particulièrement dans les accidents dramatiques et spectaculaires : « effets néfastes de l'abus d'alcool sur le comportement des travailleurs ». Citation :

*Votre action étant strictement éducative, aucun des actes dangereux irréfléchis ne devra donner suite à sanction. Ils devront, cependant, être relevés sur le « Registre des erreurs constatées ».*

## Les accidents du travail à la **SNCF**

*Toutefois, les cas de comportement particulièrement dangereux devront faire l'objet d'un rapport immédiat adressé au Chef de la Sécurité du Travail du secteur intéressé.*

Donc pas de sanctions immédiates, mais les rapports soigneusement conservés viendront constituer autant de pièces à charge pouvant ouvrir les sanctions ou les poursuites ultérieures.

L'aspect répressif de ces mesures est toujours présent. Menaces, intimidations diverses, pressions, tout cet arsenal est utilisé selon les circonstances contre les cheminots victimes d'accidents ou impliqués dans des accidents. La responsabilité de la SNCF est aussi soigneusement mise de côté: on en parle rarement. Et pourtant...

### L'ENVERS DU DECOR: UN TRIAGE PARMIS D'AUTRES

Perrigny - Gevrey près de Dijon, un triage du Sud-EST entre Paris et le grand centre de Lyon-Sibelin. Octobre 70 un jeune cheminot doit être amputé d'un pied. En novembre un wagon détruit le poste F: un mort il est d'une entreprise extérieure. Août 71 un cheminot coupé en deux par un essieu de wagon dans le faisceau omnibus: on réclamait un rail-frein il n'a jamais été installé: le débranchement aurait pris plus de temps. En 72 à Gevrey poste 1 un cheminot de VB est happé. Meurt 3 jours après. La même année plusieurs citernes SOLVAY dérailent: le chlorure de Vinyle qu'elles contiennent se répand: l'explosion est évitée, mais il faut évacuer une partie du village de Perrigny pendant trois jours. Janvier 73 deux cheminots grièvement blessés. En juillet le figeage 24 heures du triage est installé: les effectifs réduits: on compte 50 déraillements en 1 mois. Le même mois un attelage à un bras écrasé. En octobre un travailleur immigré est décapité, en novembre un autre est écrasé entre 2 tampons.

En décembre 73 double départ sur une aiguille près du poste E. Plusieurs wagons s'arrêtent juste devant le poste où travaillent trois cheminots qui s'en sortent de justesse. Janvier 74 un cheminot T1 est fauché par un train: tué sur le coup. Le même mois sur la bosse de Gevrey déraillement en chaîne sur le rail frein: 15 voies balayées et inutilisables: par chance aucune équipe d'entretien n'était là.

Mai 74 déraillement au poste F. Le poste n'est pas démolit... de justesse. Juillet 74 un mort à l'accrochage. En novembre un chef visiteur tué à Gevrey-triage. Le 20 décembre un chef de canton est broyé.

Ainsi le vrai visage de la SNCF, des conditions de travail faites aux cheminots apparaissent au travers de ces drames affreux qui jour après jour, mutilent et tuent, au nom de la productivité, « de la bonne qualité du service », du bon renom du premier transporteur français. Que valent dans ces conditions les interdits, les ordres, les affiches « campagne sécurité », ces brimades écrites ou verbales: ne faites pas ci, il est interdit de...etc. Mais malgré tout, il faut débrancher, il faut freiner, enrayer, pousser, les wagons, la nuit, dans tous les cas. Pas d'arrêt, pas de repos, pas le temps de réfléchir, de se protéger. Mais Gevrey-Perrigny c'est peut-être un cas unique, « un mauvais triage » ?

A Reims en août et septembre 74, on compte 75 accidents du travail, et entre le premier juin et le 30 septembre, 97 déraillements sur toute la région. Il y a eu sur la période janvier-août 74, 1399 postes non tenus, nécessaires. Seule la SNCF peut affirmer qu'il n'y a pas de lien entre l'insuffisance des effectifs et le nombre des accidents.

### • Sur quoi lutter, comment lutter ?

Toute application des consignes de sécurité, toute amélioration des conditions de travail, suppose la lutte pour arracher des revendications essentielles.

A Saint-Pierre-du-Vauvray, c'est contre l'inculpation du chef de manœuvre et contre le scandale de l'alcootest au conducteur qu'a éclaté comme une trainée de poudre, la grève: **Pas de sécurité, pas de travail,**

**contre l'inculpation, contre des contrôles policiers sur les cheminots !**

A Tarbes, à Villeneuve, à Paris-Lyon, chaque accident mortel a entraîné une riposte immédiate des cheminots. Pourtant à Saint-Etienne devant l'extension régionale de la lutte que d'emblée, les cheminots plaçaient sur leur vrai terrain: l'accident n'est pas la fatalité, il est la conséquence du manque d'effectifs, les directions syndicales après 48 h de grève faisaient reprendre le travail en déclarant que la défense du chef de manœuvre serait assurée par un bon avocat. On transférait la lutte sur le terrain juridique, celui qui est toujours défavorable aux travailleurs... Pourtant à Saint-Etienne on avait envoyé les CRS pour que les équipes de déblaiement ne se joignent pas à la grève. La réponse des directions syndicales du secteur ne correspondait ni à cette provocation, ni à la combativité des cheminots, posant, eux, les vrais problèmes.

Les luttes pour les problèmes d'effectifs ne sont posées que dans le cadre d'une situation locale par les directions CGT et CFDT. Ces luttes sont utiles, parce qu'elles permettent soit:

— d'arracher quelques compléments d'effectifs, la reconstitution des réserves, certaines améliorations de roulements, quelques attributions de congés, etc.

— parce qu'elles permettent de donner un coup d'arrêt à la politique délibérée des chefs d'entreprise de comprimer les effectifs par des suppressions de poste: par leurs luttes les cheminots d'un triage, d'un dépôt marquent le coup d'arrêt.

Mais il faut être clair: des luttes locales ont en elles-mêmes leurs propres limites pour plusieurs raisons:

— Un triage en grève, peut-être éliminé du circuit de transport par la direction SNCF: le régime accéléré n'est pas touché. Les grands tris peuvent être ventilés sur d'autres centres: efficacité de la grève si elle dure, si elle s'étend à d'autres triages.

— Il y a un certain nombre de possibilités offertes au patron par le fonctionnement SNCF en matière d'effectifs par le jeu de mutations provisoires, détachements, etc. On utilise ces

possibilités en cas de situation explosive, bien sûr. Ensuite lorsqu'une pénurie est trop criante, ou lorsqu'une lutte exige des effectifs complétés, les directions procèdent « à des mutations sur des listes de volontaires », ce qui crée le problème, ailleurs !

— Enfin les chefs d'établissement disposent d'une mesure simple, permanente, qu'ils utilisent constamment : la **division des travailleurs**. Un exemple : la discussion des roulements à l'Exploitation-Villeneuve : décision de figeage de 32 heures par semaine avec comme corollaire que la réserve n'intervient plus dans les roulements : moins de temps de travail dans le triage, roulement avec plus faibles effectifs (donc plus mauvais), primes qui tombent, mais activité du triage sans changement : le nombre des trains à l'entrée, lui, ne change pas (depuis le début de la crise en 75).

Les roulements proposés sont différents à tous les niveaux ! Butte, débranchement, CRLO, manœuvre, aiguilleurs, chacun a le sien : 96 heures plus 4 à attribuer, 100 repos avec 37 dimanches, 95 repos 17 dimanches (à l'enrayage), 102 repos, etc. Lors d'une grève du zèle sur le même triage quelques roulements avaient été rectifiés : la division reste la même... Insuffisance d'effectifs évidente dans certaines filières. Il ne peut y avoir **actuellement de bons roulements**, sans que soit réglé le problème des postés fixes non tenus, des repos, des congés. L'application des 40h passe par la création immédiate de 10 000 emplois. Il y a 3 ans, la SNCF expliquait que l'embauche ne se faisait pas faute de candidatures (les salaires justifiaient de nombreux départs) aujourd'hui ce n'est pas le cas, elle argue de la réduction du trafic !

Les effectifs sont une revendication globale à la SNCF : ils concernent toutes les filières, toutes les activités. Il faut arracher 10 000 emplois, et pour cela c'est tous ensemble qu'il faut se battre !

## Grève du zèle ? Une étape ou une fin en soi ?

La grève du zèle : les militants révolutionnaires dans les syn-

dicats n'ont pas d'a priori contre telle ou telle forme de lutte. Ainsi pour la « grève du zèle ». C'est l'application stricte des consignes générales et particulières de la réglementation du travail. Elle peut être d'une réelle efficacité dans les dépôts ou les triages. Encore faut-il qu'elle bénéficie d'une **direction centralisée, démocratiquement élue et responsable devant les cheminots**, qui contrôlent eux-mêmes le déroulement du mouvement : il faut que l'initiative individuelle qui est décisive, soit en permanence maintenue dans un cadre de masse : tous les cheminots appliquent ensemble le règlement. Chacun contrôle ses initiatives et celles des autres de l'équipe, du poste. Là aussi, il faut que circule toute information (menaces, chantage individuel des chefs, sanction, substitution d'effectifs, etc...) et être prêt à y riposter immédiatement par l'arrêt total du travail. La grève du zèle pour être efficace, doit durer plusieurs jours, elle suppose donc des relais, par équipe aux prises de service, l'information des autres centres, etc.

Une telle grève, dans l'Est, à Woippy pendant 10 jours avait désorganisé tout le trafic Régime ordinaire et causé une réduction d'activité de plus de 30% ! Ce qui en dit long d'ailleurs sur l'abîme qui sépare les fameux règlements de sécurité et leur possibilité d'application.



— extraits de la brochure Taube Rouge SNCF à commander à la Librairie Rouge

— (1) Avant, les triages fonctionnaient 24h sur 24. Le figeage signifie l'arrêt du triage pendant X heures.

— (2) sabot : instrument de freinage manuel d'1 ou plusieurs wagons.



## la sécurité des usagers en danger

La sécurité des usagers en danger. Proportionnellement aux accidents du travail, le nombre des accidents augmente... La sécurité même des usagers est en jeu aujourd'hui...

Prenons un exemple parmi tant d'autres : la suppression des passages à niveau gardés est activement poursuivie depuis plusieurs années. L'Etat s'est engagé à subventionner la SNCF pour les frais de personnel et de gardiennage. D'où la suppression de ce gardiennage soit pour remplacement par des passages automatiques, ou de plus en plus par des passages non-gardés. Le nombre des accidents est de ce fait en progression constante : un seul exemple montre où est la véritable responsabilité : l'accident de Savenay en juin 73 « le Maine-Océan arrive, le téléphone sonne, le cheminot de garde répond au téléphone, n'a pas le temps d'abaisser ses barrières. Le train percute une voiture » 1 mort, 1 blessé grave.

Qui est coupable ? Le cheminot se retrouvera accusé et c'est lui qui va définir les responsables : Il travaille en 3X8, il en est à sa cinquième nuit, il a 54 ans. « A mon âge, dira-t-il, le pouvoir de concentration n'est pas le même. Il faudrait des hommes infaillibles à ce poste là ». La vérité est plus scandaleuse encore, Savenay est un poste, le seul de l'ouest où le chef de sécurité aiguilleur est aussi garde-barrière... L'accident est la logique d'une compression systématique des effectifs... Un seul cheminot pour deux responsabilités décisives.



**NAPLES :  
10.000  
CHOMEURS  
ORGANISES**

Cet interview réalisé en décembre 75, traite d'une réalité encore peu connue en France aujourd'hui : l'organisation à une échelle de masse des chômeurs napolitains. Saverio, militant des G.C.R. (Section italienne de la 4ème in-

**Une situation explosive : 10% de la population en chômage**

Peux-tu expliquer, pour commencer, quelle est aujourd'hui la situation de l'emploi en Italie et particulièrement à Naples ?

En Italie, il y a aujourd'hui un million et demi de chômeurs. Toutes les prévisions les plus pessimistes des experts bourgeois sont aujourd'hui dépassées, et la situation devrait encore s'aggraver. Or Naples est au centre de cette crise.

Naples, et le sud de l'Italie en général, ont toujours été des régions déshéritées, traditionnellement touchées par le chômage.

auxquels il faut ajouter 250 000 personnes touchées par le sous-emploi. Sans compter un très fort pourcentage de jeunes sans travail qui n'apparaît pas dans les statistiques officielles. Quand on sait que la ville de Naples compte un million et demi d'habitants, ça donne 10 % de la population globale en chômage, une situation tout à fait explosive...

**A Vico 500 un comité se crée**

Comment a démarré le mouvement des chômeurs à Naples ?

Ça a commencé à la fin 72 par un tout petit comité qui rassemblait quelques dizaines de participants. Il avait pris le nom de la rue où il avait son local : Vico 500. C'était avant tout une organisation de résistance pour essayer d'obtenir du bureau de placement un système plus démocratique de répartition des postes de travail. Ils ont pris quelques initiatives, notamment au début de l'année 73 : des appels, des rassemblements devant la mairie, des démarches au bureau de placement... Mais il n'y a pas eu d'action vraiment marquante. C'était avant tout un premier moment dans l'organisation des chômeurs. Leur orientation politique n'était pas du tout claire. Leur mot d'ordre essentiel était : « Du travail, nous voulons du travail ». C'était plus un mouvement de désespérés, qu'un mouvement politique.

En fait, le tournant dans l'organisation des chômeurs s'est produit, quand a eu lieu l'épidémie de choléra à Naples en septembre 1973.

Quel rapport entre le choléra et l'organisation des chômeurs ?

Quand l'épidémie s'est déclarée, les services de santé ont établi que les moules étaient à l'origine de l'infection cholérique. Or à Naples, c'étaient plusieurs dizaines de milliers de gens qui vivaient de l'élevage clandestin des moules et de leur vente au détail. A cause des conditions d'hygiène, des tas de petits marchands ambulants qui vendaient des moules et un peu de tout on dû cesser leurs activités parce qu'ils ne pouvaient plus continuer à se balader avec des denrées qui n'étaient plus sûres. C'est ainsi que du jour au lendemain une

# NAPLES :

# 10 000 CHÔMEURS ORGANISÉS

ternationale) répond ici aux questions de la Taupe. Il retrace d'abord l'histoire du mouvement des chômeurs ces dernières années, puis — dans une seconde partie — il parle des problèmes d'orientation plus généraux posés par un tel mouvement.

Il y a quelques temps, les capitalistes italiens avaient multiplié les grandes déclarations sur l'industrialisation du Sud, dont Naples devait être un des piliers essentiels. Aujourd'hui, on peut juger du résultat : il y a aujourd'hui à Naples 143 000 chômeurs inscrits sur les listes officielles.

## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

mouvement n'avait pas encore de grande clarté politique.

La conscience de ces travailleurs des chantiers était encore un peu corporatiste, les objectifs qu'ils défendaient ne concernaient qu'une partie seulement des chômeurs.

Oui, il y avait une conscience un peu corporatiste. Mais cette poussée des chômeurs vers l'auto-organisation devait les obliger à clarifier leur orientation sur toute une série de problèmes, à commencer par celui des fascistes.

gagnée, a commencé à émerger un premier noyau de militants liés soit à des organisations d'extrême-gauche soit au PC, etc.

## Lutte pour imposer le contrôle syndical au bureau de placement

Mais, c'est en juillet 74 que s'est produit un véritable saut qualitatif dans le mouvement des chômeurs. A ce moment-là, en effet on est passé d'une lutte pour avoir du travail en général (mais sans orientation plus déterminée)

quinzaine de milliers de personnes se sont retrouvées sans aucune source de revenu.

Ils se sont mobilisés, ils ont fait des manifs, et finalement ils ont obtenu la création de chantiers de travail (consacrés à des Travaux Publics, etc...) dans lesquels ont été employés 5 à 6 000 d'entre eux. Il y avait une vingtaine de ces chantiers dans toute la ville de Naples. On n'y travaillait pas énormément... mais c'est là qu'à eu lieu une première phase d'organisation collective des chômeurs : le comité Vico 500 y est entré, et il a apporté des premiers éléments d'organisation.

## Dans les chantiers du travail des délégués par baraquements sont élus

Ces chantiers, d'après ce que tu décris, ça ressemble un peu à ce qu'étaient en France les fameux « Ateliers Nationaux » en 1848 : on y fournissait du travail à titre de « bienfaisance ».

Oui, la situation n'est pas la même, mais il y a des points communs. Dans ces chantiers, les gens gagnaient 3 100 liras par jour, mais leur emploi était totalement précaire. D'ailleurs, 6 mois après leur création, quand le « désordre social » consécutif à l'épidémie se fut apaisé, le gouvernement voulut les fermer purement et simplement, moyennant quelques vagues promesses sur la possibilité de retrouver du travail ailleurs. C'est alors que les travailleurs de ces chantiers se sont mobilisés pour empêcher leur fermeture. Et cela s'est traduit par une première poussée d'organisation collective : les chantiers étaient divisés en baraquements ; chaque baraque (250 travailleurs environ) élisait 5 délégués, et ces délégués réunis en assemblée générale élisaient une direction, un secrétariat de coordination de ce mouvement.

C'était un premier pas, mais le



## Il y avait des fascistes dans le mouvement des chômeurs ?

Oui, ils étaient à l'intérieur du mouvement comme une force minoritaire, et ça posait un problème d'orientation : les fascistes, eux, avaient comme but de se servir du mouvement pour provoquer un nouveau Regio de Calabre ; ils passaient à des formes de lutte extrêmement dures (du moins en apparence) : on brûle la mairie, on bloque les gares, etc. Mais sur les revendications elles-mêmes, ils restaient muets. Là-dessus, la discussion s'est développée à l'intérieur du mouvement des chantiers. Ça ne portait pas d'une exclusive politique de principe, ils ne raisonnaient pas en disant : ce sont des fascistes, on ne veut rien avoir à faire avec eux. Mais ça s'est posé comme une véritable confrontation sur l'orientation du mouvement. Finalement, au travers de cette bataille qu'ils ont

à une lutte pour imposer un contrôle syndical du bureau de placement.

## Pourquoi cette revendication de contrôle syndical ?

Il faut préciser que ce bureau était contrôlé par les partis bourgeois et au premier chef par la Démocratie Chrétienne, dont il servait de point d'appui pour gagner une clientèle électorale : je vous procure du travail, vous voterez pour moi... Les chômeurs réclamaient des garanties sur les critères utilisés pour les normes de priorités, ils réclamaient que le critère fondamental soit l'ancienneté comme chômeur inscrit, et en second lieu la charge familiale. Il n'y avait aucune loi de ce genre en Italie et les postes de travail étaient distribués à la tête du client, avec toute une série de combinaisons liées aux exigences électorales.



C'est donc là que s'est posé pour la première fois de façon directe le problème du rapport entre le mouvement des chômeurs et les syndicats. C'était inévitable : à partir du moment où les chômeurs recherchaient une organisation qui garantisse leurs intérêts et qui soit reconnue par l'Etat, ils ont trouvé la seule organisation possible : l'organisation syndicale.

**Comment s'est menée la lutte sur cette revendication ?**

Ça a été une begarrie terrible. Tout le mois de juillet 74, il y a eu presque tous les jours des affrontements très violents avec la police devant le bureau de placement. A chaque fois c'était 2 000 à 3 000 travailleurs des chantiers qui se battaient contre les flics. Finalement, ils ont remporté une victoire malgré toutes sortes d'intimidations, la répression n'a pas réussi à casser le mouvement. Il y a eu finalement un accord qui prévoyait la démocratisation du bureau de placement et le contrôle du syndicat à l'intérieur même du bureau de placement. Ainsi les trois organisations syndicales entraînaient dans le bureau de placement. Même si elles y étaient minoritaires, c'était déjà un résultat important.

**Mais cette revendication de « démocratisation du bureau de placement » n'avait-elle pas**

**une dynamique réformiste de co-gestion, de participation, etc. ?**

Oui, au début. En fait, à cette étape du mouvement, l'important c'est le saut qualitatif dont j'ai parlé tout à l'heure : les travailleurs des chantiers ont clairement choisi leur camp : aux côtés de la classe ouvrière organisée au travail. Mais quant à la discussion à l'intérieur des forces de gauche en général, il est clair que leur première approche s'est faite à travers la ligne des syndicats, du PC et du PS. Le contenu de leur lutte restait encore assez confus. C'est seulement par la suite, quand le mouvement des chômeurs participera à la lutte pour la « autoréduction » que commencera à se poser le problème des rapports avec les différents courants du mouvement ouvrier et en particulier avec les militants révolutionnaires.

**Transports, gaz, électricité : lutte pour l'autoréduction**

*« Pour les chômeurs, cette bataille des autoréductions a connu une véritable extension de masse. Vu le très bas niveau de vie c'était pour eux une question primordiale : réussir à ne pas payer leur billets ou leurs quittances, ça revenait en pratique à obtenir une sorte d'augmentation de salaire »*

**La lutte pour « l'autoréduction » n'est pas très connue en France. Peux-tu expliquer en quelques mots en quoi elle a consisté, et quelle y fut la place des chômeurs ?**

Elle est née à l'initiative de quelques secteurs du mouvement syndical, en particulier du syndicat CGIL du Nord, près de Turin.

Quand le gouvernement a voulu augmenter le prix des transports publics, la réaction de beaucoup de travailleurs dans les usines a été de dire : Non ! Le prix des transports ce n'est pas une affaire de rentabilité, c'est un choix politique. Nous ne voulons pas d'augmentation. Et le refus de payer plus cher a été mis en pratique...

Cette lutte a duré toute l'année 74. Des groupes d'extrême-gauche ont tenté de lui donner une dimension nationale et de l'étendre aussi aux quittances de l'électricité qui avaient connu une très forte augmentation à l'automne 74. Cette forme de lutte qu'on appelait « désobéissance civile » a donné lieu à une discussion entre gouvernement et syndicats qui s'est conclue sur un accord limitant les augmentations. Mais cet accord était bien en-dessous des revendications que le mouvement avait posées. Dans cette lutte, le rôle de groupes d'extrême-gauche a été déterminant. Il faut voir quand même que pour toute une période des groupes comme Lotta Continua en ont fait un terrain de lutte privilégié en y consacrant énormément de force, et en délaissant de fait la bataille dans les usines, à l'intérieur du syndicat, etc.

Pour les chômeurs, cette bataille des auto-réductions a connu une véritable extension de masse. Vu le très bas niveau de vie, c'était pour eux une question primordiale : réussir à ne pas payer leurs billets ou leurs quittances, ça revenait en pratique à obtenir une sorte d'augmentation de salaire.

C'est pourquoi à Naples le mouvement s'est massivement étendu dans les quartiers populaires. La position nationale était de ne payer que la moitié du billet ; mais à Naples dans bien des cas les gens ne payaient rien du tout, ils imposaient dans les faits la gratuité des transports.

Il y a eu de nombreuses bagarres souvent très violentes avec la police, et même des formes d'auto-organisation dans les quartiers pour assurer l'auto-défense contre les flics. En fin de compte le mouvement a débouché sur une victoire partielle. Encore aujourd'hui, dans beaucoup de quartiers de Naples, la situation est, disons mal définie : il y a des coins où les gens ne paient pratiquement aucune espèce de billet ni de quittance, que ce soit pour le gaz, le téléphone ou l'électricité.

## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

*« La question centrale qui commença alors à émerger était celle de l'unité avec la classe ouvrière au travail... Le mouvement réclama d'être reconnu comme une composante du mouvement syndical... »*

**Quelles ont été les conséquences de cette lutte pour le mouvement des chômeurs ?**

Pour eux, mener cette lutte ça voulait dire entrer en contact direct avec les éléments d'avant-garde, qui étaient restés jusqu'ici des spectateurs par rapport à leur propre mouvement. C'était aussi poser le problème des rapports entre la lutte dans les quartiers pour l'auto-réduction et celle qui se mène dans les usines. La question centrale qui commença alors à émerger était celle de l'unité avec la classe ouvrière au travail : les chômeurs commençaient à comprendre que c'était là leur unique garantie réelle en matière d'emploi. Ça a modifié aussi le rapport des chômeurs au syndicat, en tant qu'expression de la classe ouvrière organisée. Dans leur lutte pour la démocratisation du bureau de placement, ils avaient demandé la solidarité du syndicat. Maintenant, ils allaient plus loin : le mouvement réclama d'être reconnu comme une composante du mouvement syndical, il réclama que les chômeurs soient reconnus comme partie prenante de la classe ouvrière organisée. Les comités prirent le nom de « Comités de chômeurs organisés CGIL, CISL et UIL ».

C'était effectivement un énorme pas en avant. Mais comment cette demande fut-elle accueillie ?

En fait, elle déboucha sur une confrontation très dure entre le mouvement et les directions syndicales. Elles acceptèrent en effet de les considérer comme une nouvelle catégorie à l'intérieur du syndicat. Elles consentirent à leur donner la carte syndicale. Mais, elles demandèrent que l'organisation qu'ils s'étaient donnée (des comités élisant des délégués) soit transformée, et qu'elle soit assimilée à la structure traditionnelle du syndicat par fédérations d'industrie. De plus, elles demandèrent de pouvoir exercer un contrôle direct sur la direction de ce mouvement, en exigeant qu'y figurent une majorité de gens désignés par la direction des syndicats. Les chômeurs organisés n'étaient pas du tout d'accord : ils faisaient valoir que l'organisation traditionnelle du syndicat ne pouvait pas jouer pour eux, puisqu'ils ne pouvaient savoir à l'avance dans quelle corporation, ils allaient retrouver du travail. Quant à la direction du mouvement, si des gens qui avaient la confiance des syndicats y figuraient, personne n'y verrait d'objection, mais cette direction dans son ensemble devait être élue par la base. La confrontation fut très dure. Et finalement, les chômeurs organisés obtinrent gain de cause : ils obtinrent d'être reconnus comme une catégorie spécifique dans le mouvement syndical. Et surtout, la structure d'organisation sur le mode des conseils, avec des délégués pour chaque comité de quartier, élus et révocables, ils refusèrent même catégoriquement la présence de membres de l'appareil syndical, même en minorité, dans leur structure de direction : « le rapport entre nous et le syndicat, expliquèrent-ils, c'est le rapport entre une catégorie et l'ensemble de l'organisation syndicale, nous ne voulons pas entendre parler de contrôle ni de mise en tutelle ».

**Après les premières victoires partielles, quelle fut l'orientation du mouvement des chômeurs ?**

Il y a en fait deux orientations qui sont entrées en conflit : celle des directions des confédérations syndicales, et celle du mouvement des chômeurs. Les directions syndicales, étaient en effet très

inquiètes devant ce mouvement qu'elles ne contrôlaient pas et dont l'existence même était un facteur de rupture dans la ville de Naples. Elles expliquèrent : nous avons gagné la démocratisation du Bureau de placement. Le gouvernement a fait des promesses. Restons organisés et vigilants, si nous n'avons aucun résultat, nous reprendrons la lutte. Mais pour l'instant attendons que le gouvernement se décide à nous donner une réponse...

Les chômeurs au contraire ont dit : Non, ne nous arrêtons pas, et continuons à aller de l'avant. Et pendant toute cette période, on a assisté à une croissance spectaculaire de l'organisation des chômeurs non seulement dans la ville même, mais dans toute la région avoisinante (la province compte près de 400 000 chômeurs). Dans beaucoup de coins de la banlieue ouvrière de Naples sont nés des comités de chômeurs qui se sont coordonnés à la structure des comités de la ville. Aujourd'hui, nous en sommes à un des points les plus hauts de l'organisation : il y a près de 10 000 inscrits dans le mouvement des chômeurs organisés.

**Ainsi la structuration du mouvement des chômeurs avait été finalement reconnue par les directions syndicales ?**

Oui, il était désormais acquis que l'organisation des chômeurs était celle qu'ils s'étaient donnée eux-mêmes démocratiquement. En pratique, la bataille s'est déplacée des structures pour se concentrer sur les questions d'orientation politique.

**Le premier contact du mouvement des chômeurs avec le**



## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

syndicat avait tout de même été un choc plutôt rude.

Plutôt. Les chômeurs étaient entrés en rapport avec les syndicats, parce qu'ils étaient poussés par une exigence d'unité avec la classe ouvrière. Mais quand ils ont vu que les syndicats ne répondaient pas à cette exigence d'unité d'action autrement qu'à travers leur appareil, ils se sont posés le problème de leur coordination directement avec les conseils d'usine. Il y a eu des réunions communes. C'est ainsi que se sont établies les premières formes de contacts entre les avant-gardes révolutionnaires dans les usines et les chômeurs à l'extérieur des usines.

### Des piquets devant les usines contre les heures supplémentaires.

Est-ce que ces contacts se sont traduits par une évolution des positions du mouvement ?

Oui, on a vu émerger à l'intérieur du mouvement une position extrêmement intéressante. La revendication d'avoir non seulement du travail en général, mais celle d'avoir du travail dans les entreprises de la ville. Les chômeurs se définissent comme

partie prenante de la classe ouvrière : ils réclament de travailler là où la classe ouvrière est une force organisée, là où elle mène des luttes, etc. Cette position créait une véritable rupture : il ne s'agissait plus de réclamer du gouvernement l'ouverture d'autres chantiers, ou d'autres mesures de « bienfaisance », il s'agissait de réclamer quelque chose d'absolument irréalisable dans la situation économique et politique actuelle en Italie : l'intégration des chômeurs dans les entreprises ; une intégration qui va directement à l'encontre du plan de rationalisation patronal qui prévoit une réduction drastique de la main d'œuvre dans les entreprises. Et là-dessus, les liens avec les avant-gardes révolutionnaires ont dépassé les simples proclamations verbales. On l'a vu dans la lutte contre les heures supplémentaires.

Peux-tu développer un peu sur la façon dont s'est déroulée cette lutte contre les heures supplémentaires ?

Cette bataille est un moment fondamental de la lutte du mouvement des chômeurs. La généralisation des heures supplémentaires empêche la création de nouveaux postes de travail et aboutit à une division du mouvement ouvrier. C'est donc une lutte pour l'unité de la classe ouvrière et les militants révolutionnaires y ont joué un rôle important.

Comment cela se passait concrètement ?

Le samedi par exemple n'est pas en Italie un jour où l'on travaille. Mais il y a des usines où le patron, plutôt que d'embaucher du personnel, préfère demander aux ouvriers de venir travailler le samedi. Pour lutter contre ça, il y a eu des piquets devant les usines pour empêcher les gens de rentrer travailler le samedi. Et dans bien des cas les chômeurs étaient la force principale à ces piquets contre les heures supplémentaires.

Et quels ont été les résultats ?

Elle a réussi à limiter de façon tout à fait significative les heures supplémentaires. C'est un acquis non négligeable.

De façon plus générale, quels sont les acquis essentiels de mouvement depuis sa naissance ?

Les chômeurs ont déjà obtenus un contrôle syndical sur le Bureau de placement, une indemnité journalière de 700 lire, et un accord avec le gouvernement pour la création de 10 500 postes de travail dans la ville de Naples. Ceci dit, cet accord est très difficile à appliquer, au moment où précisément il y a tout un plan de « rationalisation municipale » dans la ville de Naples. La bagarre continue donc là-dessus : les chômeurs devraient être utilisés pour des opérations de rénovation urbaine, comme la démolition de vieux quartiers remplacés par des immeubles de luxe. Or ils ne veulent pas entendre parler de ça : OK pour travailler, mais là où nous voulons le faire, nous : dans les usines !

Comment s'organiser ?  
Comment se battre ?

*« La structure de base, c'est celle des comités de quartier. Mais il peut y avoir plusieurs délégués pour un comité, parce que les délégués sont élus par listes de chômeurs »*

Ces listes, qu'est-ce que c'est exactement ?

Chaque comité établit une liste sur laquelle sont recensés les chômeurs organisés. Il présente ensuite cette liste au Bureau de placement. Si par la suite d'autres chômeurs entrent dans le comité, il ouvre une seconde liste. On appelle cela des « listes de lutte ». Pour avoir du travail, la priorité est donnée à la liste la plus ancienne : ceux de la liste du 19 sont par exemple passés avant ceux de la liste du 19 septembre. C'est en somme la priorité accordée à celui qui se radicalise le premier : celui qui lutte le premier a le droit d'avoir du travail le premier.

Alors la structure de représentation que se sont donnés les chômeurs est directement liée à ces listes. La liste, c'est ce qu'on pourrait appeler le « noyau



## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

homogène» des chômeurs de base (un peu comme l'atelier ou la chaîne dans une usine) et non au comité de quartier lui-même. Ainsi, les chômeurs d'une même liste, qui ont des objectifs et des rythmes communs, élisent un délégué.

**Et comment passe-t-on du délégué de liste à la direction du mouvement ?**

Les délégués de toutes les listes se coordonnent centralement. Leur réunion s'appelle « comité central des chômeurs » et élit un « secrétariat de travail » de 6 ou 7 membres, qui est chargé d'assurer tous les contacts avec les syndicats et les forces politiques, et qui a pour tâche aussi de décider des échéances centrales des mobilisations. Les délégués sont élus et révocables.

**Mais cette révocation est-elle réellement mise en pratique ?**

Oui, assez souvent. Quand par exemple un délégué trouve un petit boulot et qu'il ne peut pas faire son travail de délégué, c'est lui-même qui demande la révocation. Ou bien si un délégué ne participe pas à une assemblée importante, il est immédiatement révoqué par la base.

**Ainsi la mobilité naturelle des chômeurs joue en quelque sorte ici comme un facteur de démocratie.**

Oui, on peut le dire.

### « Chômeurs organisés CGIL, CISL, UIL »

En France, un des obstacles principaux à l'auto-organisation des sans-travail, c'est l'orientation sectaire des dirigeants des confédérations syndicales. Chacun de leur côté, CGT et CFDT disent aux chômeurs : commencez par

prendre votre carte syndicale à mon syndicat et ensuite on discutera de ce qu'on peut faire. C'est une des raisons essentielles qui explique que — malgré l'existence d'un million et demi de sans travail — l'organisation des chômeurs est encore aujourd'hui à un niveau tout à fait minime. Comment s'est posé en Italie le problème des rapports entre l'auto-organisation des chômeurs et l'unité syndicale ?

Ça a été un problème facilement surmonté, parce que dès sa naissance, le mouvement des chômeurs avait une très forte aspiration à l'unité. Quand les chômeurs organisés ont eu des rapports avec les syndicats, ils ont posé en préalable que les rapports étaient avec les trois centrales syndicales. Disons que dans



les faits l'inscription au syndicat ne s'est pas faite avec une carte de tel ou tel syndicat, mais simplement comme une entrée dans un mouvement syndical unitaire. Le nom qu'ils se sont donnés est tout à fait caractéristique : « chômeurs organisés CGIL, CISL, UIL ». Dans leur appellation il y a la référence aux trois syndicats ensemble, mais il n'y a pas dans le mouvement des chômeurs une composante CGIL, une composante CISL, et une composante UIL. C'est la poussée unitaire de la base qui a prévalu dans toutes les discussions.

**Mais l'unification syndicale n'est pas réalisée aujourd'hui en Italie ?**

Il y a une structure de coordination permanente, une sorte de Front syndical commun entre les trois confédérations. Cette unité

syndicale est ressentie comme un acquis par les chômeurs, et ils sont prêts à mener la bagarre contre toutes les manœuvres de division, d'où qu'elle viennent. Le mois dernier par exemple, il y a eu des manœuvres du syndicat catholique (la CISL) : des secteurs de droite de ce syndicat, liés directement à la démocratie chrétienne, ont poussé à une scission du Front unitaire. La réaction des chômeurs a été immédiate : ils ont occupé le siège provincial de la CISL et ils ont bloqué complètement l'activité des bureaucrates syndicaux. L'affaire a fait du bruit. Les dirigeants de la CISL ont expliqué que c'était une manœuvre d'appui indirect à la CGIL. En réalité, ça n'avait rien à voir. Le fond de l'affaire, c'est qu'il y a une sensibilité très grande dans le mouvement des chômeurs contre quiconque brise l'unité, quiconque sème la division

dans le mouvement syndical.

**D'après ce que tu expliques, il y a d'assez grandes différences entre la situation en Italie et en France. En France aussi il existe une aspiration à l'unité, mais la politique des confédérations a abouti à la constitution (là où ils existent) de comités CFDT et de comités CGT à partir des Unions locales. Ces comités sont en concurrence, alors qu'ils ont déjà un mal fou à se maintenir eux-mêmes en vie... En Italie au contraire, le mouvement des chômeurs n'est pas né comme une expression directe du mouvement syndical : c'est sur la base d'un rapport de force qu'ils avaient créé eux-mêmes en s'organisant en comités que les chômeurs ont pu se faire reconnaître comme partie prenante du mouvement syn-**

## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

dical unitaire. De ce point de vue, j'ai l'impression que c'est beaucoup plus proche de l'expérience des « Claimants unions », les syndicats de chômeurs qui se sont créés en Angleterre en 1971, souvent à l'initiative de l'extrême-gauche et qui ont dû mener campagne pour leur reconnaissance par les organismes locaux des syndicats comme les « Trades Councils ».

C'est vrai, mais attention, en Italie, c'est seulement à Naples que nous avons pour l'instant une telle forme d'organisation. Dans les autres villes, pour l'instant, la structuration d'un mouvement de chômeurs n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements. Et on retrouve là aussi des manifestations de sectarisme qui nuisent au mouvement.

### Par exemple ?

Lotta Continua joue un rôle important dans le mouvement des chômeurs à Naples. Et elle essaie d'étendre le mouvement dans le reste de l'Italie. Mais dans les autres villes elle s'efforce de construire des « comités de chômeurs Lotta Continua ». C'est évidemment une pratique hyper-sectaire et ce limite même concrètement la possibilité de construire et de faire vivre de tels comités: ces structures sont bureaucratisées avant même d'être nées !

Quelles sont les formes de lutte les plus utilisées par le mouvement des chômeurs ?

Je t'en ai donné toute une série tout à l'heure, des manif aux piquets contre les heures supplémentaires, en passant par les autoréductions. Actuellement, la forme de lutte la plus utilisée c'est le blocage des rues avec distribution de tracts d'information à la population: tous

ensemble, les comités de tous les quartiers bloquent la circulation. Ça crée un bordel extraordinaire dans toute la ville. Il y a eu des affrontements très durs avec les forces de police, et de là est née l'exigence dans le mouvement de constituer des structures d'autodéfense. Actuellement il y a une organisation avec des noyaux: de base, des camarades qui ont des responsabilités bien précises (dans la surveillance des flics ou au moment même des affrontements), il y a même une coordination à l'échelon de toute la ville de ces structures d'autodéfense.

## Les chômeurs organisent eux-mêmes la contre- information

Justement là-dessus, vu le caractère radical de ces formes de lutte, est-ce qu'il n'y a pas un danger d'isolement, d'incompréhension de la part de la grande masse des travailleurs ? Est-ce que la coupure politique qui existe aujourd'hui avec les directions syndicales sur des questions d'orientation ne risque pas de déboucher sur une coupure sociale entre le mouvement des chômeurs et la classe ouvrière en activité ?

C'est un peu le même genre de problème qui s'est trouvé posé le mouvement des soldats: pour des bidasses radicalisés, occuper une caserne ou faire une manifestation de rue, ça peut sembler deux formes de lutte envisageables.

Par contre, du point de vue de la perception par le mouvement ouvrier, il y a une énorme différence: la seconde peut être comprise, la première est dix pas en avant des masses...

Il est souvent arrivé que certaines formes de lutte des chômeurs soient qualifiées « d'extrémistes » à l'intérieur des usines. Mais ce n'est pas vraiment un gros problème: la lutte des chômeurs est quelque chose de très bien compris par les gens. Il y a un gros capital de sympathie pour ce mouvement; et ça tient aussi du fait qu'à Naples, vu l'extension du chômage, il n'y a pratiquement aucun ouvrier qui n'ait dans sa famille ou parmi ses amis quelqu'un qui est dans le mouvement des chômeurs. Et puis les chômeurs eux-mêmes font un travail constant de contre-information en direction de la classe ouvrière: toutes les semaines et parfois deux fois par semaine ils vont devant les usines distribuer des tracts, des brochures d'explication, etc.



## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

**Mais les directions réformistes n'ont-elles pas cherché à jouer sur la division entre chômeurs et ouvriers en activité ?**

Si, elles ont souvent porté des attaques extrêmement dures contre les chômeurs, expliquant que c'était un secteur où les fascistes (et les gauchistes) pouvaient facilement s'infiltrer, etc. Jusqu'ici, à chaque fois, les chômeurs ont répondu plutôt bien à ces attaques : ils n'ont pas réagi en refusant tout rapport avec le PC et les syndicats. Au contraire, quand par exemple est parue sur l'Unità (le journal du PC) une attaque très violente contre les chômeurs manipulés par les fascistes qui avaient barré les rues, les chômeurs sont allés à 400 en manif à la « Camera del Lavoro » (Bourse du travail), exigeant du secrétariat local qu'il fasse paraître un démenti dans l'Unità. Le lendemain, comme le démenti n'était toujours pas paru, ils sont revenus à 700, et à titre de protestation, ils ont réquisitionné tous les bureaux du syndicat...

**« Pour les 35 heures, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, 50 000 Lires et la nationalisation des usines en crise... »**

Tu as parlé de la défiance anti-bureaucratique très forte qui existe dans le mouvement et aussi des contacts entre les chômeurs organisés et les éléments d'avant-garde à l'intérieur des entreprises, ça a du avoir des conséquences sur la vie interne des syndicats. Le mouvement des chômeurs intervient-il dans les grands débats du mouvement syndical, et, s'il le fait, sur quelles positions ?

Il l'a pas fait officiellement en tant que tel, mais dans des dis-

cussions comme celle de la plateforme nationale de la métallurgie, il y a des chômeurs organisés qui ont pris part activement au débat, pour soutenir les positions des avant-gardes révolutionnaires. Ces positions ne sont pas un acquis pour l'ensemble du mouvement, ni même pour une majorité des chômeurs organisés, mais à l'intérieur de la direction du mouvement, il y a beaucoup de cadres qui sont d'accord avec ces objectifs et qui les ont défendus. Par exemple, dans les assemblées de ville ou des assemblées de zones des ouvriers de la métallurgie napolitaine, des chômeurs ont pris la parole pour soutenir les 35 heures, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, 50 000 liras d'augmentation pour tous, la nationalisation des usines en crise, etc.

**Mais la réduction du temps de travail, la nationalisation, etc. ne sont pas des revendications officielles du mouvement.**

Non ça dépend du camarade qui parle dans telle ou telle assemblée. Si c'est par exemple, un camarade de la direction du mouvement qui est membre de Lotta Continua, il avancera les revendications immédiates des chômeurs, et inclura dans ce programme la réduction du temps de travail, et la nationalisation. Si c'est un camarade du PCI, il mettra l'accent — en plus des objectifs immédiats — sur l'augmentation des salaires (et non sur la réduction du temps de travail sans diminution de salaire : le PC n'est pas d'accord avec !), il parlera de nationalisations et c'est tout. Si c'est un chômeur sans parti de la direction qui parle, il se bornera à rappeler les objectifs immédiats...

**Ça marque tout de même une faiblesse du mouvement.**

Oui, je t'ai raconté une série d'actions et de prises de positions très radicales, mais il ne faudrait pas idéaliser : il faut bien voir quels sont les acquis, mais aussi quelles sont les limites du mouvement. La progression du niveau de conscience depuis 1972 a été spectaculaire : il y a chez les chômeurs organisés une sensibilité anti-bureaucratique extrêmement forte, je l'ai expliqué. Il y a même, à l'intérieur du mouvement, beaucoup de militants de base du PCI, qui évoluent en pratique sur une ligne totalement différente de celle du PCI dans ce secteur. C'est un véritable phénomène de débordement de la base du PCI dans ce secteur. Mais, il faut voir malgré tout que, si le mouvement des chômeurs a su choisir son camp avec la classe ouvrière organisée, il y a très peu de clarté dans ses analyses d'ensemble.

Dans la pratique, il y a une oscillation constante entre des positions réformistes et des positions révolutionnaires.

**Comment est-ce que cela se manifeste ?**

Le mouvement des chômeurs n'a pas réussi à définir clairement une orientation propre : chaque fois que les directions syndicales font quelque chose de particulièrement dégueulasse, la sensibilité anti-bureaucratique du mouvement se manifeste ; mais, du point de vue politique, il n'y a pas de rupture claire avec l'orientation de ces directions. Il y a toujours un rapport dialectique entre les chômeurs et le syndicat, un rapport de rencontre/confrontation. Cela permet aux dirigeants syndicaux, chaque fois qu'ils veulent





## NAPLES : 10.000 CHOMEURS ORGANISES

s'en donner les moyens de regagner un peu d'espace, de crédibilité à l'intérieur du mouvement. Ils ont en effet un atout dans leur jeu : c'est que le syndicat est une médiation indispensable dans les rapports avec le gouvernement.

### Est-ce que tu peux donner un exemple de cette oscillation ?

Oui, les chômeurs napolitains sont allés plusieurs fois à Rome manifester devant le Ministère du Travail. Il y a quelque temps, ils ont fait le voyage à 3.000 ! Ça représente un effort d'organisation et de mobilisation énorme. Leur forme de lutte a été très radicale : ils ont pris le train sans payer ; en fait ils ont pratiquement réquisitionné un train pour aller à Rome. Mais, là, dans les négociations avec le gouvernement, c'est le syndicat qui a parlé au nom des chômeurs. Les dirigeants confédéraux ont parlé du « contrôle d'ensemble de l'économie », de « la discussion générale du plan économique », et l'objectif central avancé a été la revendication modeste d'une « prime de lutte de Noël ».

### Comment expliques-tu cela ?

Une des raisons de l'absence de clarté dans le mouvement tient à la pratique de Lotta Continua, qui est l'unique organisation présente de façon significative et organisée dans le mouvement. Elle tend en permanence à plaquer son propre programme sur le mouvement, mais sans un véritable travail d'adhésion, d'accord de tout le mouvement sur ces objectifs. Les camarades de Lotta Continua qui sont dans la direction le défendent, mais il n'est pas un acquis pour l'ensemble du mouvement. C'est important, parce que le prestige des leaders du mouvement est très fort à la base, mais on ne peut pas dire que tout le mouvement évolue consciemment sur le type de ligne programmatique qu'ils défendent.

Mais est-ce qu'il n'y a pas aussi des raisons plus profondes qui

tiennent à la nature du mouvement des chômeurs lui-même ?

Il y a une chose qu'on peut constater : chaque fois qu'il s'agit de négocier avec le gouvernement, ou avec le patronat, c'est le syndicat qui émerge, parce que dans ce domaine, il offre une garantie indispensable. Et cela renforce le poids de ses directions. Mais inversement, chaque fois qu'il s'agit d'établir des contacts latéraux avec les autres usines de la région, de discuter des formes de lutte, d'établir une unité effective entre chômeurs et ouvriers au travail dans l'action, c'est l'influence des avant-garde révolutionnaires qui est déterminante, ce sont leurs positions qui passent.

On peut voir à cela une explication dans la faiblesse structurelle du mouvement qui n'a pas un point de référence politique, ni un ancrage social bien précis.

Cette faiblesse a pour conséquence la difficulté du mouvement à définir une orientation qui lui soit propre : quand il se trouve avec tel ou tel partenaire pour mener une activité, il en subit généralement l'influence directe.

### La radicalisation des chômeurs entraîne une crise dans les partis bourgeois.

Une dernière question : quelles sont les conséquences politiques d'une radicalisation comme celle qu'a connue le mouvement des chômeurs depuis 3 ans ?

Naples était la dernière des grandes villes en Italie où les

fascistes avaient une grande influence de masse. Ils profitaient de façon démagogique de cette situation de chômage. Mais la radicalisation des chômeurs a entraîné une évolution tout à fait importante, que font apparaître les derniers résultats électoraux : les fascistes, qui étaient le troisième parti, se sont retrouvés en 5<sup>e</sup> position, et le PC qui était le deuxième parti de la ville est aujourd'hui le premier. Il a la majorité relative. Et quand on fait une étude des scrutins, on voit clairement qu'une grande partie des voix du sous-prolétariat chômeur est passée directement des listes fascistes aux listes du PC. Ça montre comment dans leur conscience, il y a l'exigence d'une liaison avec la classe ouvrière pour résoudre leurs problèmes, et comment — en l'absence d'un autre pôle crédible au moment des élections — cette conscience s'est exprimée par un vote pour le PC. Ce phénomène de radicalisation a entraîné une crise très profonde des partis bourgeois comme partis de masse. Les fascistes ont perdu beaucoup, je l'ai dit. Mais même la démocratie Chrétienne a vu une chute de ses voix de près de 8 %. On assiste à une certaine désagrégation de tout leur système de clientèles électorales, à qui ils ne peuvent plus assurer un avenir, du travail, etc. par les moyens habituels qui leur avaient permis de maintenir leurs positions électorales jusqu'ici. La crise économique et la prise de conscience des chômeurs à une échelle de masse ont détruit toute l'assise que pouvaient avoir les partis bourgeois dans les masses du sous-prolétariat.



## A PROPOS DE F.O. ET DE L'UNITE SYNDICALE

Depuis déjà de longues années le sigle FO est devenu pour beaucoup synonyme de trahison, de collaboration de classes, etc. Pourtant les choses ne sont pas si limpides que cela. Pour avoir une attitude efficace vis-à-vis de la CGT-FO et vis-à-vis de ses adhérents, il faut approfondir l'analyse et éviter les simplifications qu'engendre parfois la colère légitime contre les prises de position de la direction FO ou de ses syndicats.

Pour comprendre la confédération FO il faut remonter à ses origines, connaître la façon dont elle se définit elle-même, on peut alors à partir de sa pratique réelle préciser quelle est sa fonction par rapport à la classe ouvrière et en conséquence définir une « tactique » efficace vis-à-vis d'elle.

### D'où vient FO ?

La CGT réunifiée n'a pas supporté les bouleversements sociaux et politiques de l'après 2ème guerre mondiale. La nouvelle scission de 1947 a été préparée par le courant Jouhaux (ancienne direction social-démocrate de la CGT) et quelques autres (anarcho-syndicalistes notamment) tous déjà regroupés autour du journal Force Ouvrière. La fraction du PCF, forte du prestige acquis dans la résistance, a alors conquis la majorité au sein de la CGT réunifiée. La nouvelle minorité a opéré la scission à une période-clé marquée par la fin de la montée ouvrière consécutive à la guerre, l'éviction des stalinien du gouvernement (la SFIO y restant) et l'offensive en Europe notamment de l'impérialisme US (Plan Marshall début de la « guerre froide »).

Dès les fonds baptismaux FO est marquée de caractéristiques qui ne s'effaceront pas :

a) C'est FO qui scissionne, qui prend explicitement la responsabilité de diviser à nouveau le

mouvement ouvrier.

b) Contre la main-mise du PC sur la CGT, FO entend conserver « l'autonomie syndicale de la vieille CGT ». Le noyau dirigeant est et restera essentiellement social-démocrate traditionnel, laïque et franc-maçon, etc. A Frachon qui dit : « *La CGT continue* », Jouhaux réplique « *Nous continuons la CGT* » !

c) FO (comme les sociaux-démocrates et à la différence des stalinien) soutient la plus grande entreprise impérialiste de l'immédiat après-guerre : le Plan Marshall (« *qu'il ne faut pas refuser pourvu que les américains n'exigent pas le contrôle des fonds* »).

d) Le prétexte de la scission fut un référendum proposé par Frachon pour consulter les travailleurs sur l'action : FO jugea cela inadmissible, il fallait faire primer la souveraineté des syndicats.

### Comment FO se définit-elle elle-même ?

Le Congrès confédéral de 1971 a été principalement axé sur « la place du syndicalisme dans la société ». Il s'agissait pour la direction de réaffirmer les orientations traditionnelles de FO tout en lançant une offensive-test pour prendre ses distances avec les aspects avancés de la Charte d'Amiens. La vieille garde et les courants gauche se sont opposés très nettement au projet et la direction immédiatement reculé : le congrès a réaffirmé à l'unanimité son allégeance à la Charte d'Amiens. Ainsi FO « à la différence de la C.G.T. », se réfère toujours statutairement à l'abolition du salariat ! Après le Congrès d'Août 74, Bergeron pourra dire : « *les statuts n'ont pas changé : il s'agit toujours de supprimer le capitalisme et le salariat.* »

## à propos de F.O. et de l'unité syndicale

e) Dès ses premiers pas FO est en liaison étroite avec le syndicat américain AFL et reçoit par son intermédiaire de l'argent dispensé par la CIA (Irwing Brown en est le paravent).

Mais si la vieille direction Jouhaux porte la responsabilité la plus grande dans la scission, il faut préciser que les stalinien en devenant majoritaires n'ont pas ménagé les minorités. Les anarcho-syndicalistes et les « autonomes » qui avaient scissionné avant la scission de Jouhaux montrent qu'il ne s'agissait pas seulement d'une manœuvre de la social-démocratie. La politique des stalinien après la libération (et notamment la « bataille pour la production ») ainsi que leur pratique bureaucratique avaient créé un réel désarroi au sein de la classe ouvrière qui fournissait un climat propice à la scission.

La nature de cette scission pèse encore beaucoup sur FO.

*Mais pas en servant de courroie de transmission à tel ou tel parti. F.O. entend rester libre et indépendante.* »

a) **L'autonomie syndicale**  
Fondée en réaction à l'hégémonie du P.C.F.O s'est toujours déclarée la dépositaire jalouse de l'autonomie syndicale contre la main-mise des partis et déclare se tenir à l'écart des « manœuvres politiques ». La seule fois, dit-elle, où elle est sortie de son obligation de réserve fut lors du référendum de 69 parce qu'il prévoyait d'associer les syndicats au Sénat réformé : F.O appela à voter non. Mais en fait, cette autonomie a évidemment pour sens de refuser de donner aux luttes ouvrières leur dimension politique. Cette autonomie-là s'appuie non sur une volonté de démocratie ouvrière (que nie F.O pratiquement) mais sur la volonté de cantonner les luttes au terrain économique, de les limiter à l'aspect professionnel



des choses.

Mais pour F.O l'autonomie ne se limite pas à la question des rapports parti-syndicat ; elle entend aussi défendre l'autonomie par rapport à l'Etat. C'est même au nom de cette autonomie qu'elle récuse l'autogestion ! Dans un dossier sur l'autogestion, Roger Lerda (secrétaire confédéral) déclare (1) : « Ainsi l'autogestion est une dangereuse illusion. Sous le faux prétexte de donner le pouvoir aux travailleurs, l'Etat se voit en réalité confier tous les pouvoirs par la planification dite démocratique et le syndicat dans l'entreprise se trouvera dans l'alternative suivante : ou disparaître ou, s'il est maintenu, remplir un rôle policier d'exécution du Plan. C'est la disparition du syndicalisme tel que nous le concevons ou sa transformation en un organisme corporatiste. Le syndicalisme disparaît en tant que tel puisque l'autogestion dans l'entreprise est affaire de décisions collectives des travailleurs des travailleurs et non du syndicat lui-même ! [...] Vidé de son contenu contestataire dans l'entreprise, court-circuité par les décisions collectives, le syndicalisme intégré à l'Etat pour l'élaboration du Plan deviendra automatiquement l'élément déterminant de l'exécution de celui-ci s'il veut subsister » Et Bergeron d'ajouter à cette belle tirade : « Il faudra toujours que le syndicat agisse comme élément de contre-poids. C'est pourquoi il devra toujours demeurer indépendant. C'est à mon sens, la condition essentielle du socialisme ! ».

Quels sont donc les rapports que F.O entretient avec l'appareil d'Etat ? Par-delà ses affirmations générales, F.O montre comment dans la pratique elle sait peser dans les institutions bourgeoises. Agrippée à toutes les institutions qui appellent participation et collaboration (gestion) des

organisations ouvrières, F.O n'y manque jamais d'y puiser une respectabilité douteuse : Bergeron est président de l'U.N.E.D.I.C (quand la CGT ou la CFDT lui reprochent, FO ne manque pas de leur rappeler qu'elles font pareil dans des organismes comparables) ; FO participe avec fierté au Conseil Economique et Social et présente comme des victoires retentissantes du syndicalisme toute prise de responsabilité de l'un de ses membres... (2)

Les liens de FO avec l'appareil d'Etat bourgeois passent aussi par sa liaison organique avec le corps des notables sociaux-démocrates et la franc-maçonnerie. Avec eux la direction de FO partage la conception parlementaire démocratique d'un Etat laïque et l'anti-communisme profond. P.Galoni a ainsi déclaré en 71 au Congrès de l'IAFL-CIO : « Au cours de nos 2 congrès, il y a une identité de préoccupation : - ne pas laisser à l'Etat le soin de tout réglementer... au contraire notre volonté de régler, avec nos employeurs, les problèmes dans le cadre d'une véritable politique contractuelle

- sauvegarder l'indépendance du syndicalisme contre le communisme

- aider les pays sous-développés »

b) La fameuse politique contractuelle

C'est évidemment le fer de lance de « l'orientation de masse » de FO. Quelques citations suffisent à rappeler ce qui est bien connu. Pour Gendre en 71 (Banques) : « notre politique contractuelle est un cancer pour la société capitaliste, à condition d'être différente de celle de la CGC ou de la CFTC qui font du syndicalisme alimentaire ». Mais laissons Bergeron lui-même s'expliquer (Janvier 75) : « La politique contractuelle n'est pas une religion. Elle est une méthode et un moyen d'action. Les accords de la Fonction Publique et du secteur nationalisé ont

indiscutablement amélioré les conditions de travail. Ils ont garanti et amélioré le pouvoir d'achat ???). Les mesures telles que le relèvement des bas salaires sont nécessaires. Elles répondent à des exigences commandées par les réalités actuelles du mode de vie. Si on ne le fait pas on vivra de nouveau, avant longtemps, des difficultés du genre de celles des PTT (...). Pour le mouvement syndical, les conventions collectives et les accords du type Fonction Publique sont des instruments efficaces qu'il faut préserver ! (...) L'expérience de ces dernières années montre que chaque fois que les gouvernements ont par leur attitude mis en cause cette politique, très vite il en est résulté des actions qui, finalement, ont provoqué ce qu'ils prétendaient empêcher ». Tout est dit. Et Hébert (anarcho-syndicaliste, secrétaire de l'U.D de Loire-Atlantique) peut ajouter : « On peut critiquer certains aspects des accords conclus - la référence à la productivité ou au P.N.B par exemple - mais les accords liés au prix, cela s'appelle échelle mobile, la plus vieille des revendications ouvrières. Et curieusement, plus l'échelle mobile s'impose, moins la CGT en parle ! ».



## A PROPOS DE F.O. ET DE L'UNITE SYNDICALE

### c) Les nationalisations et la gestion des entreprises

Outre les propositions de coopératives ouvrières ( « solution » FO pour Lip) FO est pour la nationalisation (sans jamais désigner aucune entreprise ni secteur). Un dossier « Nationalisations » dans FO-Magazine d'Avril 71 explique : « Pour FO, les nationalisations se distinguent de l'étatisation par plusieurs aspects :

- l'idée qui est à la base est celle du service public
- elles visent à retirer à l'initiative privée certains secteurs clés et à redistribuer à la Nation les profits capitalistes.
- elles ont aussi pour objet de faire participer les travailleurs à la gestion.

(...) L'entreprise doit rester nationale, devenir autonome (contre l'étatisation) et se démocratiser (gestion tripartite...) Qui en dehors de l'économie collective (nationalisations) peut prendre en charge les besoins et les satisfaire ? Cela ne sera l'œuvre ni du capitalisme ni des régimes totalitaires (3).

d) L'unité syndicale, les rapports avec la CGT et la CFDT

Il ne s'agit pas ici de décrire la pratique réelle de FO mais seulement pour l'instant de décrire ses orientations. FO est par principe contre l'unification syndicale :

ce serait renier son passé, toute sa tradition et sa place spécifique que d'entamer un processus quelconque d'unification. Pour FO, FO est le seul représentant du syndicalisme authentique. La CGT n'est que le syndicat courroie de transmission du PCF, elle est stalinienne et vise à détourner les travailleurs de leurs objectifs revendicatifs « à des fins politiques qu'on ne connaît que trop ». Les congrès de FO condamnent tout rapprochement avec la CGT. La CFDT, quant à elle, ce sont les « christo-socialistes » (Rouzier Octobre 73), « après 10 ans d'existence, la CFDT ne donne pas l'impression (goupillon au poing droit, rose rouge au poing gauche ou vice-versa) d'être tout à fait sortie de son cocon (mais finira-t-elle jamais de se décoconner ? » (FO-Magazine Février 75).

Il faut comprendre que le projet de la direction CFDT et celui de Mitterand, « nouveau PS », s'affrontent à la vieille clique de la SFIO... et donc à FO ! Pour celle-ci, rien ne sera trop fort pour stigmatiser (maçonniquement) les liens entre la CFDT et la hiérarchie catholique (Piaget... c'est l'évêché !). Ces calottins prétendent réformer la social-démocratie ! Et Hébert de déclarer avec force (FO-Magazine Janvier 75) « il s'agit d'un parti ouvrier (le PS)

qu'on ne saurait sous peine de forfaiture, laisser, sans réagir, détruire au compte de la bourgeoisie » ! ! !

Pas question donc de s'unifier avec ces gens-là. Hupel (Bâti-



ment) l'exprime au Comité confédéral de décembre 73 ainsi : « L'unification syndicale, recherchée par certains, est un objectif politique (sic). Mais chacun sait que cette unification passe par FO qui, pour cette raison, est la cible de toutes les offensives et les sollicitations, des collusion des organisations communistes (sic) ou parallèles à l'église » (4).

### e) La démocratie ouvrière

Pour FO les rapports entre démocratie syndicale et démocratie ouvrière sont simples : comme être syndiqué c'est mieux que de ne pas l'être, la démocratie syndicale est la forme organisée (dont supérieure et qui doit primer) de la démocratie ouvrière. Le tour est joué ! En Mai 73 Bergeron écrit : « Les délégués (aux négociations), porte-parole des membres du syndicat ont pouvoir de négocier donc d'accepter ou de rejeter ce qui résulte des discussions. » Les détracteurs de FO lui reprochent de condamner ce qu'ils appellent « la consultation à la base ». Or nous persistons à penser que le comportement du syndicat ne peut procéder que de la volonté de ses adhérents, étant bien entendu — cela va de soi — que leurs décisions tiennent forcément compte de l'état d'esprit des travailleurs en



général. Mais nous ne croyons pas aux vertus de consultations qui ne présentent aucune garantie, qui ne s'adressent qu'à des minorités qui sont généralement organisées dans la confusion totale, et qui, finalement, font le jeu d'éléments dont les objectifs réels n'ont la plupart du temps rien à voir avec les revendications ».

Et à FO on ne plaisante pas avec les comités irresponsables (comme « le fameux comité d'action de Lip animé par le révérend père dominicain »). Au congrès de la Fédération des employés et cadres en Mai 74 Bergeron l'a bien formulé : « Les actions ? Tout d'abord (sic) éviter les comités irresponsables aux contours flous qui débordent et discréditent les organisations syndicales ».

## Quelle est la place de FO dans le mouvement ouvrier français ?

La direction de FO (comme celle de la FEN) est la continuateur de la vieille tradition social-démocrate française elle occupe dans le mouvement syndical une place comparable à celle qu'occupe la SFIO parmi les organisations politiques. La confédération Force ouvrière est une organisation ouvrière, la plus arriérée du mouvement syndical ouvrier français :

FO ne nie pas l'existence de la lutte de classe (à la différence des syndicats jaunes, de la CFTC à la CFT) mais elle s'efforce de cantonner la lutte des travailleurs à son aspect le plus strictement économique et de faire en sorte que cette lutte soit la plus éloignée possible de l'action directe :

c'est là qu'il faut déceler les origines de la colère que provoquent les prises de position les plus scandaleuses de FO

la pratique réelle de F.O. consiste à tirer en arrière le mouvement des travailleurs. Pour les syndicats jaunes l'action des travailleurs est détestable parce qu'elle risque de « révéler la lutte de classe », elle risque d'entraîner une prise de conscience des antagonismes de classe. Pour FO les choses sont un peu différentes. La fonction de FO c'est de prouver que la lutte résolue ne paie pas, qu'il est préféra-

ble de discuter, négocier, faire pression, etc. que la grève, l'action directe ne doit être qu'un recours ultime des travailleurs et que cela est très dangereux.

Depuis quelques années, la pratique de FO semble s'éloigner de plus en plus de la lutte de classe. Mais ce n'est pas FO qui a changé, ce sont les luttes des travailleurs !

Dans une période de calme social (ex. 1964-1967 en France) une orientation ouvertement réformatrice, une politique de conquêtes progressives, de concertation, de négociations, de 47 qui est partie de la Fonction

publique) mais cela tient aussi au fait que l'idéologie du service public, les privilèges des fonctionnaires (statut) et leurs traditions de syndicalisation laissent une plus grande place à FO. Dans le secteur privé, l'exploitation ne peut se parer des ???? du « service public », elle y montre plus cyniquement son vrai visage et cela laisse beaucoup moins de place à une organisation qui affirme la possibilité d'obtenir des avantages substantiels dans le cadre du système capitaliste tout en reconnaissant la lutte de classe (ce qui est évidemment de la collaboration de classes). Dans le



contrats, etc. a une certaine crédibilité au sein de la masse des travailleurs. Mais cette même politique appliquée après Mai 68, après Lip, alors que des nouvelles traditions combattives s'instaurent chez les travailleurs, alors que depuis 8 ans il ne se passe pas 1 mois sans qu'une grève ait un écho national pour la classe ouvrière, une telle politique perd progressivement toute crédibilité. Le fossé se creuse entre la lutte quotidienne des travailleurs et cette politique. C'est précisément cela que vit FO aujourd'hui.

Et il existe de ce point de vue une différence significative entre ce qu'est FO dans le secteur public et ce qu'elle est dans le secteur privé. FO en effet est surtout implantée (à la différence de la CFT par exemple) dans le secteur public. Cela tient d'abord à des raisons historiques (scission

secteur public FO a une base prolétarienne authentique même si elle s'allie avec une implantation importante chez les « moyens fonctionnaires » (cadres, inspecteurs, etc). Cela est beaucoup moins fréquent dans le secteur privé.

La délimitation entre patronat et prolétariat dans le secteur industriel laisse une place limitée à Force ouvrière : sa crédibilité y est assez faible. Dans l'automobile par exemple il y a finalement assez peu de place entre la CFT et la CGT et la CFDT. Dans ce type de secteur, l'action (même limitée) des travailleurs tend assez vite, dans la période actuelle, à se transformer en mouvements de grève, en luttes beaucoup plus radicales. C'est cela qui déséquilibre FO. Et c'est aussi cela qu'elle a vécu dans le secteur public (grève des PTT).

## A PROPOS DE F.O. ET DE L'UNITE SYNDICALE

### Quelle attitude avoir par rapport à FO ?

Le premier problème qui est posé, est celui de la **lutte pour l'unité des travailleurs.**

Il n'est pas indifférent pour une lutte que FO s'engage ou non dans les actions lancées par le personnel. Cela est évidemment particulièrement vrai dans les branches (PTT par exemple) où elle est relativement bien implantée. Dans les PTT le fait qu'il y ait pour une action l'unité CGT-CFDT-FO est mobilisateur car cela apparaît même pour les travailleurs les plus conscients comme une garantie que l'action sera massive et unie, que même le personnel le moins actif sera mobilisé.

La direction de la CGT dénonce FO avec force pour lui proposer l'unité, de façon purement verbale, sans préciser sur quoi, de façon sectaire. On ne dit pas à quelqu'un comme le fait la direction CGT : *« Tu trahis. Changes-toi. Et faisons l'unité ! »*. On lui dit : *« Voilà ce qu'exige la situation. Discutons-en. Voyons sur quoi nous sommes d'accord. Et là-dessus frappons ensemble ! »*. Et cela publiquement, devant les travailleurs. Quand FO a si grossièrement manœuvré avec le gouvernement lors de la grève des PTT (négociations séparées) il fallait répondre comme l'a fait l'AG des postiers d'Austerlitz : *« Aucune fédération syndicale ne doit négocier une autre plate-forme que celle votée nationalement par les assemblées de travailleurs »*.

De cette façon on situe les véritables solutions, et on évite toute manœuvre bureaucratique, même si elle vient... de la direction CGT ou CFDT !

La recherche offensive de l'unité avec FO, sur la base des aspirations des travailleurs en lutte est la seule démarche

aujourd'hui dans la pratique.

**Mais alors, les révolutionnaires doivent-ils militer à FO ?**

On ne peut pas répondre « non par principe » car cela serait même mystificateur sur ce que sont la CGT et la CFDT ! Ce qui nous guide ce sont des considérations tactiques. D'abord FO n'est pas le principal syndicat français, et même s'il déclare être le deuxième par le nombre de cartes, il est évident qu'une carte FO n'a pas le même poids qu'une carte CGT ou CFDT. Ensuite FO participe réellement unitaire, la seule qui fasse progresser réellement l'ensemble des travailleurs.

Que proposer ainsi aux militants qui défilent (comme le 19 novembre 74 à Paris) avec une banderole « *Fo sans Bergeron* » ? D'adhérer à la CGT ? De « trahir » leur organisation ? Non car cela ne peut que contribuer à isoler ces militants des autres militants de FO moins conscients et qu'il faut aussi gagner à la lutte !

Certes l'unité avec FO n'est pas le problème le plus important pour l'avenir des luttes mais une **conception claire de l'unité et de l'unification syndicales passe aussi par l'unité avec FO.** Et peut être illustrée dès

très peu, voire pas du tout, au renouvellement actuel du mouvement ouvrier français. Au contraire cette confédération s'éloigne des traditions de ce mouvement ouvrier en ce qu'elles changent, qu'elles s'approfondissent, s'enrichissent de nouvelles expériences de luttes. FO n'organise pas les franges actives de la classe ouvrière française, au contraire elle a pour fonction de maintenir les secteurs les moins combattifs dans leur apathie. Pour ces raisons nous pensons que les révolutionnaires ne doivent pas, en général, militer au sein de FO, syndicat minoritaire, mais prioritairement au sein de la CGT et de la CFDT.

(1) FO Magazine du 22 avril 1975.

(2) Mais cette participation de FO ne se différencie pas fondamentalement de celles de la CGT ou de la CFDT !

(3) FO dit aussi du « communisme, capitalisme d'Etat » ou du « totalitarisme stalinien », etc.

(4) FO dit parfois « Les apôtres de Staline et du Christ ! (cf aussi la presse de l'OCI-AJS !).





« Antoinette » mensuel femme de la C.G.T.

# antoinette a vingt ans

Antoinette a 20 ans, « 20 ans de lutte ouvrières. 20 années pendant lesquelles Antoinette n'a cessé de lutter pour une véritable émancipation de la femme ».

En soi, l'existence d'un journal syndical s'adressant aux femmes est un fait suffisamment important pour que l'on s'y arrête. Le mouvement ouvrier a été marqué à sa naissance par une forte hostilité au travail des femmes dans lequel il voyait un détournement de celles-ci de leur « véritable destination », celle de mère !



mensuel  
femme  
de la CGT

Antoinette

Aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé; l'année dernière CGT et CFDT publiaient l'« Accord interconfédéral sur les revendications des femmes salariées », événement important mais qui ne fut suivi que de fort peu d'effet...

Alors, comme dirait Madeleine Collin (1), « la bataille n'est pas terminée » ! D'autant moins terminée pour nous que tout un aspect de la lutte des femmes aujourd'hui est de fait gommé dans la presse syndicale et plus particulièrement dans un journal comme Antoinette qui se veut pourtant, au niveau syndical, l'expression du combat des femmes travailleuses.

## Qu'est-ce qu'« Antoinette » ?

« La presse féminine est une réalité avec laquelle il faut compter, elle répond aussi à un besoin des femmes. Eh bien, face à la presse féminine, il faut une presse progressiste... ». Cette brève citation, extraite d'une brochure de l'Union des métallurgistes CGT sur les femmes (parue en septembre 1974) trace on ne peut mieux le cadre dans lequel se situe le mensuel femme de la CGT et les objectifs qu'il s'assigne.

### ► Alors pourquoi une presse progressiste ?

Avant toutes choses, il nous faut expliciter ici les perspectives dans lesquelles Antoinette et la direction de la CGT inscrivent leur combat.

Comme l'expliquait René Piquet (2) lors de la « semaine de la pensée marxiste » consacrée aux femmes (3) : « Nous vivons un moment très particulier de notre histoire : celui du passage d'une société de classes à une société sans classes. Cela parce que le vieux monde capitaliste, dans ses fondements mêmes ne



peut répondre aux exigences du développement social actuel... », et dans cette époque de passage du capitalisme au socialisme, le problème de la condition de la femme « peut être posé radicalement parce qu'il se situe dans la perspective du changement fondamental de la société... ». Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes : les femmes sont « à l'ordre du jour » ! Et pour René Piquet, il ne reste plus qu'à s'interroger sur la « place » que « doit tenir la libération de la femme », cela afin de correctement mesurer « en quoi libération sociale et libération de la femme peuvent converger ». La préoccupation de René Piquet quant à la « place » des femmes n'est pas neutre. Elle annihile d'avance toute critique radicale (qui ne pourrait relever que d'un romantisme de féministes décervelées). Dans ce monde en mutation, chacun a un « rôle » à remplir, chacun a une place toute chaude réservée. Alors, pas de rupture radicale, pas de heurts ni de chocs sur cette route vers une société sans classes que l'Histoire a fort aimablement inscrite à son programme, reléguant la lutte des classes au magasin des accessoires. Plus besoin de savoir pour quoi et contre quoi on se bat... Il suffit désormais de savoir qu'on est « à l'ordre du jour », que notre heure est arrivée, que nos revendications sont de la fête ! La voie est libre, tracée en pointillés... Le « progrès » a son code de la route, fléché scientifiquement par les savants, les scientifiques et les bureaucrates à la René Piquet... Suivez le guide !

Antoinette se bat « contre la fausse notion de l'égalitarisme ». Antoinette ne cherche pas (sur-tout pas) à entrainer les femmes hors des sentiers battus, mais travaille simplement à leur tailler un meilleur bâton pour marcher... droit ! Pour Antoinette, pas de remise en cause fondamentale de l'image féminine forgée par la bourgeoisie. Non ! Antoinette est « une presse féminine dans laquelle les travailleuses trouvent à la fois ce qu'elles attendent d'un journal féminin et les informations et le point de vue de la CGT ». Ce que les femmes travailleuses attendent d'un journal féminin, on ne nous le dira pas, mais un bref coup d'oeil sur Antoinette nous l'apprendra !

### Antoinette : « un meeting mensuel » ?

La première chose contre laquelle la direction de la CGT s'insurge, c'est la tendance à ne considérer Antoinette que comme un journal mineur, fait pour ces éternelles mineures que sont les femmes.

Antoinette, nous dit-on, n'est pas là pour préparer à lire la Vie Ouvrière. Antoinette n'est pas un hameçon pour « sous-développées » qui, par ses belles pages colorées, ses petits conseils attrayants, ses bandes dessinées, attraperait le poisson pour l'attirer vers d'autres cieus. « Antoinette se suffit à lui-même ». Fort bien ! Malheureusement, le découpage d'Antoinette avec d'un côté une large part donnée à l'univers traditionnel féminin, et de l'autre les éléments de la bataille syndicale et politique, reproduit le rôle néfaste de la presse bourgeoise qui conforte au maximum les femmes dans l'univers familial, tout en les exhortant (quand besoin s'en fait sentir) à prendre leur part de la vie publique.

La démarche d'Antoinette est inquiétante. On peut en effet se demander ce que la direction CGT entend par « besoin » des femmes et par existence d'un fait féminin « irréductible » quand les rubriques mode, recettes, bricolage, décoration, etc., vont jusqu'à occuper plus d'un tiers

d'Antoinette ? On peut se demander si les femmes ont particulièrement « besoin » de se faire belle, « besoin » de cacher leurs petits défauts physiques, « besoin » de perdre ce kilo en trop, « besoin » de faire disparaître ce grain de beauté disgracieux... et dans ce domaine, Antoinette n'en loupe pas une ! « On peut être enceinte et belle », « il faut être à l'aise tout en étant jolie », « un visage bronzé est encore plus beau légèrement maquillé », « il faut des produits de beauté quand on est une femme moderne »... Recettes sur recettes viennent apprendre aux femmes à adapter à leur bourse toutes ces belles choses qui semblent inaccessibles... Et dans Antoinette, si un tricot n'est « pas comme les autres », et bien, c'est tout simplement parce qu'il est « réalisé par vous » madame !

Ce n'est pourtant pas en insistant sur le côté pratique, moins cher, ingénieux, démarqué, qu'Antoinette échappe au bourrage de crâne. Au contraire !

La presse féminine traditionnelle le montre : à chaque couche sociale ses recettes, ses conseils, adaptés aux revenus. Le fait que des journaux comme « Nous Deux », « Intimité », « Femmes d'aujourd'hui » battent tous les

### Vente de la presse hebdomadaire pour 1974 :

Après Télé 7 jours et Télé poche qui viennent en première position, on trouve :

- « Nous Deux » : 897.625
- « Mode de Paris » : 830.839
- « France Dimanche » : 836.202
- « Intimité » : 790.860
- « Paris Match » : 848.588
- « Femmes d'aujourd'hui » : 647.211
- « Jours de France » : 603.225
- « L'Express » : 604.959
- « Ici Paris » : 574.988
- « Le Pèlerin » : 544.932
- « Elle » : 522.221
- « La vie catholique » : 489.551
- « Chez nous » : 441.508
- etc., etc...

#### ► Et Antoinette là dedans ?

Un premier souci semble être de rigueur : dépassionner les débats, éviter les excès, traquer toute expression qui aurait des relents de « guerre des sexes ».



records de la presse féminine n'est évidemment pas un hasard.

## « Antoinette » Janvier 1975

Sous le titre « Les footbaleuses ne font plus rire », on pouvait lire entre autres :

« ...ce sport est merveilleux de fraîcheur et d'enthousiasme... Le seul désavantage du football féminin pour un journaliste, c'est qu'il ne peut décemment pas aller interroger les joueurs dans leur vestiaire ou sous la douche après un match... »

« ...les garçons venaient sans cesse la réclamer pour jouer au foot avec eux. Une manière de consécration en somme » (!)

« ...A faire pâlir de jalousie bien des hommes... »

« Les Champenoises sont d'ailleurs très demandées, et pas seulement en bouteille ».

Et les incursions d'Antoinette dans le monde du rêve, de l'inabordable (les robes de Paco Rabanne par exemple) ne réussissent ni à tenir la dragée haute à « Elle », ni à soutenir une quelconque concurrence en la matière. Par contre, elles contribuent à mythifier une mode qui perpétue l'image de la femme telle que la veut la bourgeoisie.

Pour la direction CGT, il ne semble y avoir rien de néfaste là dedans : tout serait réponse à « besoins ». Alors passons, admettons un instant que de telles rubriques aient leur place et songeons à d'autres besoins, plus cachés, que l'on n'évoque qu'à mi-voix, en conversations intimes... mais qu'Antoinette, pensions-nous, se chargera de débusquer, de débattre ouvertement. Revendications salariales, luttes et formes de lutte, contraception, avortement, sexualité... Que trouvons-nous ? C'est là que les choses deviennent intéressantes. Car si le mensuel de la CGT se montre riche en catalogues revendicatifs (dont nous ne contestons pas l'importance)... il ne s'est guère fait l'écho (pour ne prendre qu'un

exemple, mais de taille) de la lutte des femmes pour l'avortement libre et gratuit. C'est que, disait Antoinette en mai 71, « il est malaisé d'adopter une position tranchée et dogmatique dans un domaine qui touche de si près - et parfois si douloureusement - à la vie affective de la femme et de la cellule familiale »... et Antoinette de passer, page suivante, à un article sur le « congé maternité ». Quelle opportunité en vérité !

Certes, on n'en est plus à il y a 20 ans où, comme dirait Muldworf (4) « la contraception ne s'appelait pas la contraception, ça s'appelait le Birth Control et ça s'inscrivait dans une campagne malthusienne »... Alors bravo à Muldworf, la contraception a changé de nom, et les réformistes stalinien ont, eux-aussi, changé ! Il n'en demeure pas moins que les inquiétudes d'Antoinette quant à « la vie affective de la femme et de la cellule familiale » l'ont conduit à se taire (quelques articles dispersés en 10 ans) et à s'exclure délibérément de la campagne menée par le MLAC.

Cela seul suffirait à nous inquiéter sur ce que la direction CGT entend par « besoin » des femmes. Mais les silences d'Antoinette et de la direction CGT ont une explication. Lors d'une récente conférence femme du syndicat des métaux CGT 92, à un reproche émis de ne pas voir mentionné le problème de l'avortement et de la contraception (qui figure pourtant dans la plateforme interconfédérale CGT-CFDT sur les femmes travailleuses), il fut répondu : « Bien sûr, c'est important... mais il faut défendre d'abord les mères travailleuses... C'est la majorité... Ce qui prime, ce sont les revendications sur l'emploi et les salaires... Pour les autres problèmes, il faut se mettre en liaison avec le Planning... tout en maintenant le contrôle du syndicat... », etc, etc. Position particulièrement bovine ? Peut-être ! Des évolutions sont effectivement à noter : on a pu voir dans certaines entreprises des bulletins CGT sur les femmes traitant largement des problèmes de l'avortement et de la contraception. A la Sécurité Sociale (CPC), un article intitulé « Un centre d'orthogénie pour quoi faire ? » a été distribué en sep-

tembre 75, qui reprenait les revendications contenues dans la plateforme interconfédérale et dénonçait le caractère essentiellement privé donné à la maternité. Petits pas en avant, mais qui demeurent timides.

On connaît les réticences des femmes à parler dans leur entreprise des problèmes de la sexualité et de la contraception. Le plus couramment, elles se défendent de l'immixtion des syndicats « dans ce qui ne les regarde pas, dans leurs affaires privées »... ce qui semble suffisant à la direction CGT pour justifier son mutisme ! Mais n'aurait-on pas affaire à une dangereuse complicité qui rangerait (sur ce point) la direction CGT à l'arrière garde des luttes ?

## Antoinette et le « féminisme »

Le « féminisme », on s'en méfie comme de la peste. Antoinette est comme René Piquet qui ne connaît pas de mouvement de femmes se réclamant du marxisme ou « s'il s'en réclame, c'est un marxisme qui n'est pas le mien ». Alors point à la ligne. Avec de telles polémiques stupides, il ne reste plus qu'à plier bagages ! L'organisation

Illustration : sommaire de mars 1975





Antoinette

plu ! ... Et puis, au beau milieu de toutes ces découvertes, cet écartèlement entre la lutte et la vie familiale qui fera éclater au grand jour les contradictions entre la vie publique, de travail à l'usine et la vie « privée », cloisonnée, calfeutrée, distincte dont la femme fait prioritairement les frais. En ce sens, la lutte des femmes est particulièrement explosive, lourde d'une remise en cause fondamentale des rapports sociaux. Et ce n'est pas un hasard si c'est une femme de Lip qui a pu écrire :

« Dès que je serais rentrée, je vais redevenir la femme qu'il connaissait avant le conflit, bouffée par la fatigue, la course contre la montre. C'est triste à dire, mais il (mon mari) en arrive à souhaiter mon aliénation pour pouvoir de nouveau s'entendre avec moi ».

Et quelle autre alternative possible dans le cadre de cette famille qui, même « démocratisée » comme le souhaite Antoinette (nous y reviendrons) maintient, préserve fermement cette coupure entre privé et public ? Cette famille au nom de laquelle on se tait, au nom de laquelle on s'isole des autres !

### « Antoinette » Juin 1972

« Les vicissitudes de la « condition » féminine rendent les femmes plus aptes à supporter les frustrations, ce qui fait dire au sens commun que les femmes sont plus « courageuses » et que les hommes sont plus « égoïstes ». Pour une fois le sens commun a raison... »  
Muldworf

Pour Christiane Gilles, des femmes qui parlent entre elles, qui s'organisent sur une entreprise, syndiquées, non syndiquées réunies, cela semble dangereux, diviseur ! Le regroupement des femmes hors de tout regard semble vraiment le démon à débusquer... démon qui menace jusque dans les commissions syndicales femmes (cf. encart, p.17) Une telle suspicion ne peut se traduire que par un gommage

maximum de la question de l'oppression des femmes, pour ne porter les coups que sur les thèmes de la surexploitation des femmes travailleuses. Et les revendications mises en avant auront pour objectif affirmé de permettre aux femmes de « mener de front leur double tâche : travailler et élever leurs enfants... » !



Pour Christiane Gilles, la question femme a deux dimensions : la syndicale d'un côté (arracher le maximum d'améliorations avec comme thème privilégié les salaires) et la politique de l'autre (qui ne peut être que l'adhésion au « Programme Commun » seul capable d'apporter des transformations « de fond » à la condition féminine !). En somme, d'un côté le programme minimum qui sera moins minimum pour les femmes que pour les hommes, celles-ci étant « surexploitées », alors que ceux-là sont simplement « exploités », et le programme maximum, politique... en un mot, le programme commun. Et c'est sur cette base que C. Gilles conseillera aux femmes travailleuses de lutter « pour la reconnaissance des libertés politiques à l'entreprise », plutôt que de faire des groupes autonomes. L'alternative peut paraître curieuse. Elle demande tout simplement aux femmes travailleuses de remettre leur sort entre les mains des (du) partis ouvrier. En y adhérant, elles se libéreront ! Position qui camoufle le rapport des femmes au monde politique, rapport d'autant plus médiatisé qu'elles sont enfermées au foyer. Mais n'est-ce pas justement le fait que la lutte des femmes tende à faire éclater la division privé-public qui inquiète la direction CGT ? Antoinette de décembre 1975 le prouve en notant avec satisfaction qu'aux USA de nombreuses femmes quittent les regroupements féministes car les « jugeant trop

autonome des femmes sur des bases lutte de classes ne peut être que facteur de division ! Christiane Gilles (5) dans Politique Hebdo (N° du 8 au 12 novembre 75) se prononce contre la création de groupes femmes dans les entreprises : deux arguments fondent sa position :

● la division syndicale est déjà un handicap considérable aux luttes, « sans vouloir en rajouter »

● si la condition féminine « a une dimension politique »... il faut appeler les femmes à lutter « pour la reconnaissance des libertés politiques dans l'entreprise ».

Il ne semble pas venir à l'idée de Christiane Gilles que les femmes puissent vouloir se regrouper entre elles sur une entreprise pour discuter, approfondir, analyser les racines de leur oppression. Christiane Gilles ne cherche pas à savoir pourquoi de tels groupes femmes se sont constitués, notamment à Lip... Elle parle de risque supplémentaire de division ! Mais a-t-elle seulement lu « Lip au féminin » qui semble avoir précédé sa question :

« Peut-on parler de division ? Est-ce que je me sépare de toi, camarade homme, en disant seulement que je suis plus exploitée que toi et que cette exploitation, je ne sais pas toujours l'exprimer ? »

Pour les femmes de Lip, ce qu'il était important de découvrir, c'était « la valeur de la vie collective », le fait que, alors que l'on travaillait depuis des années côte à côte, on ne se connaissait pas, on ne se parlait pas véritablement : c'était aussi l'inquiétude de voir que dans le cadre d'une lutte aussi riche que celle des Lips, elles se retrouvaient le plus régulièrement aux tâches techniques et qu'elles avaient elles-mêmes tendance à les « préférer » : c'était aussi la sortie de la légalité sacrée : « J'ai vécu dans l'illégalité et ça m'a

préoccupé de questions privées ». Aux travailleuses qui seraient tentées d'aller se fourvoyer dans des groupes femmes, Antoinette signale (au passage) qu'aux USA on constate « une nette évolution des mouvements féministes vers des préoccupations plus politiques et sociales ». Nous n'avons pas à traiter ici des mouvements féministes américains; par contre, nous ne pouvons admettre l'analyse d'Antoinette qui ne les présente que comme des détours dont, en France, on aurait la chance de

pouvoir faire l'économie! La direction CGT mélange à dessein les choses: ce qu'elle condamne, c'est la dynamique de la lutte des femmes qui impose de briser les rapports bureaucratiques, qui impose une prise en charge collective des luttes, nie la coupure des problèmes entre privés d'un côté et social et politique de l'autre... et ce n'est pas un « oubli » si Antoinette parle si peu des formes de lutte, passe à côté de leur richesse, pour n'en retenir que le contenu chiffrable et immédiatement mesurable.

régime socialiste pour gérer eux-mêmes leurs affaires, définir en commun leurs besoins et aspirations ne peut que s'exprimer, se retrouver au niveau des rapports humains, affectifs, sexuels, au niveau des rapports entre individus des deux sexes, entre parents et enfants... Mais le gros bon sens bourgeois de nos réformistes stalinien a un corollaire que l'on retrouve à travers les illusions entretenues sur une possible « démocratisation » de l'État bourgeois (forme « naturelle » de pouvoir peut-être ?) et de ses institutions.

Antoinette pourtant, dans un interview intéressant de Christine Buci-Glucksmann (7) (Antoinette de décembre 1975), se laisse aller à « imaginer pour le futur une société libérée de l'exploitation laissant place à de nouvelles expériences affectives et sociales, à de nouvelles formes de socialisation des enfants ». Pour C. Buci-Glucksmann, « la crise de la famille traditionnelle a donné une dimension nouvelle aux luttes des femmes (et aussi des hommes...) contre toutes les formes d'oppression et d'inégalité (de la vie professionnelle à la vie sexuelle). C'est un événement considérable et irréversible ». Voilà que l'on a plaisir à lire dans Antoinette et que nous ne manquons pas de souligner. Mais, cette volonté exprimée de voir « désacraliser » le mariage, cet intérêt nouveau qu'Antoinette semble porter aux transformations qui s'opèrent aujourd'hui dans la famille, la vie du couple, celle des enfants, ces aspirations profondes des femmes qui s'expriment enfin ouvertement, le refus qui apparaît de plus en plus de la part de celles-ci de se voir systématiquement donner la charge des enfants en cas de divorce, sur quoi déboucheront-ils ? Car la simple description, aussi riche et intéressante soit-elle (comme c'est le cas pour l'article de C. Buci-Glucksmann qui a pris autre chose qu'une lorgnette rompant avec la coutume d'Antoinette) ne peut être dissociée des tâches que l'on s'assigne, de la lutte que l'on entend mener ! Or, d'une certaine « désacralisation » de la famille, Antoinette en arrive à une sacralisation du couple, objet précieux de convoitises autour duquel tout devrait s'ordonner. Partage des tâches au

## Antoinette et la famille



Illustration, décembre 1975

Pour Christiane Gilles toujours (Antoinette de janvier 1975), le pouvoir veut faire croire que la condition féminine peut se transformer en dehors d'une politique sociale de progrès... Mais la direction CGT elle, veut faire croire que la simple « démocratisation » des institutions bourgeoises peut transformer la condition féminine.

Antoinette expliquait en mars 75, au sujet de la R.O.A. que, si le « principe constitutionnel de l'égalité de l'homme et de la femme » était « une réalité vivante », beaucoup restait à faire « pour réaliser l'égalité de l'homme et de la femme au sein de la famille ». Voilà une quête perdue d'avance, et c'est bien à ce niveau que les choses achoppent. L'égalité homme-femme n'est pas seulement affaire de décrets, de lois, de « démocratisation » des institutions (dont la famille), de reconnaissance du travail des

femmes dans la sphère de la production, comme semble le penser Antoinette.

Pour le mensuel de la CGT, les femmes restent prioritairement déterminées par leur rôle de mère, et cela au nom de la nature ! Et bien non ! Car, du même coup, on en vient à accréder l'idée que la famille, telle que nous la connaissons aujourd'hui (« la famille issue du mariage ») « n'est en définitive pas différente de la famille naturelle » (6). C'est ce que fait le P.C.F. qui reprend à son compte les thèses de la bourgeoisie. Pour nous, les rapports de « reproduction » des êtres humains eux-mêmes ne sont pas dissociables des rapports de production. C'est dire que le bouleversement des rapports économiques, politiques, l'auto-organisation des travailleurs en



mensuel  
femme  
de la CGT

## Antoinette

sein du ménage et développement des équipements collectifs deviennent la panacée, la solution miracle du couple, la possibilité pour lui de se renforcer, de revivre en se libérant des contraintes trop lourdes. L'univers familial doit à tous prix être préservé. Une zone familiale de consommation doit être maintenue coûte que coûte ; le couple ne peut s'inscrire et vivre que dans son objectif. Le couple ne peut exister qu'en s'enfermant, car il a un rôle directement politique à remplir. Et la porte ouverte par C. Buc-Glucksmann peut se refermer bien vite, elle-même s'arrêtant en chemin, entretenant des ambiguïtés... et pour cause !

### ...Le savoir et la science répondent...

A l'appui de ses thèses, Antoinette a pris l'habitude d'appeler psychologues, médecins, sociologues, hommes politiques... Paroles de savants devant lesquelles on peut se prosterner. N'est-ce pas Muldworf qui, dans Antoinette de Juin 72, expliquait que remettre en cause la famille n'était ni plus ni moins qu'un détournement du problème politique... Et celui-ci d'affirmer que « la famille en tant que milieu d'éducation n'est pas dépassée ». Comme on dirait dans les pays de l'Est, c'est « une école d'éducation communiste ». C'est simple : aujourd'hui la famille est une école d'inculcation de l'idéologie bourgeoise... demain : une école communiste ! Pour Muldworf, il faut affirmer de plus en plus « le rôle maternel du père », sa fonction de « bon éducateur » qui va aider son rejeton « à être père plus tôt »... Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage... Et l'indécrottable Muldworf d'expliquer que la révolte estudiantine (mai 68) n'est jamais qu'une révolte contre l'« image patriarcale autoritaire » ! Quand ça fout le camp du côté de la mère et des

enfants, il faut, selon notre fin psychiatre, « réhabiliter le père ».

Muldworf a au moins le mérite d'être clair dans sa bêtise sans borne et de préciser le rôle de la famille dans la « démocratie avancée » : rôle essentiellement autoritaire... et comme un bon père que ce brave homme doit être, il s'en va prêcher ses conseils aux mères célibataires : sachez, leur dit-il, que « toute image masculine sécurisante ou de protection peut être intégrée par l'enfant comme image paternelle ». Donnez un père à vos enfants (ou à défaut son image) et demain ce cher ange saura sans doute reconnaître dans l'autorité des bureaucrates une autre image paternelle « sécurisante », « de protection », capable d'être son guide !

Quelle société nous prépare donc un Muldworf ?... Mais le scientifique a parlé ! Les autres suivent et se ressemblent qui viennent faire connaître à la femme droits et devoirs.

Dans un article intitulé « L'instinct maternel existe-t-il ? » (Juin 75), Antoinette s'applique à démythifier cette notion d'instinct maternel si utile à la bourgeoisie, pour la remplacer par « amour » et « désir ». Volonté de déculpabiliser la femme qui travaille ? Certes, la préoccupation est importante... mais en fait, le problème est maintenu : il s'avère qu'Antoinette ne fait que le déplacer. Ne parlons plus d'instinct maternel, nous dit en substance le mensuel femme de la CGT, et avec Muldworf, parlons aussi du rôle du père (l'instinct paternel ?), et concluons : « La qualité du lien mère-enfant

dépend, en partie du moins, de la qualité du lien conjugal. La faiblesse du lien conjugal peut avoir pour effet la faiblesse du lien maternel, ou tout au contraire, la création d'un lien trop fort, trop exclusif... Plus d'instinct maternel, plus de voix du sang, plus de... femmes fatales. Mais des vraies femmes, de vrais hommes, avec leurs vrais problèmes qui ne sont déjà pas si facile à résoudre... Mais qu'est-ce donc qu'une « vraie » femme ? qu'un « vrai » homme ? et leur « vrais » problèmes ? Nous ne connaissons aujourd'hui qu'un homme aliéné, qu'une femme opprimée, et leur problème aujourd'hui, c'est de mettre à bas cette société d'exploitation.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'Antoinette du même numéro écrive dans la rubrique « Docteur SVP » : « Votre enfant est né, il réclame des soins attentifs, vous allez lui consacrer le plus clair de votre temps », et aussitôt « le père et la famille doivent aider la mère à ne pas se sentir écrasée par les responsabilités » !!! Que ne voila-t-il pas une vraie femme qui va donner le plus clair de son temps à son enfant, aidée par un vrai père et une vraie famille.

La famille bourgeoise, toute entière centrée sur l'enfant, lieu d'éducation, Antoinette la reproduit, à peine « démocratisée » par la magie d'un couple revalorisé. L'image de la femme que trimballe Antoinette en réfère inmanquablement au partenaire masculin.

A la fois juge et partie, sa





présence doit permettre un débat sain. Ainsi, en préalable à une enquête sur « la sexualité au féminin » parue dans Antoinette d'août 75, on pouvait lire :

« Tous les participants à cette enquête ont enregistré comme positif le fait que les hommes soient conviés à parler de sexualité féminine... car enfin, refuser la présence d'hommes dans un tel débat, n'est-ce pas reconnaître « implicitement l'immuable domination sexuelle de l'homme » ? A proprement parler, le propos est grossier ! Et c'est sans doute parce que cette « domination sexuelle de l'homme » n'est déjà plus immuable que nous apprendrons tout au long de cette enquête qu'il n'y a « décidément qu'assez peu de différence entre sexualité féminine et masculine », qu'un « individu a la sexualité qu'il mérite », qu'il faut faire attention « au blocage clitoridien » et « savoir repenser son corps, reconnecter l'idée de plaisir à une autre destination objective », que si certaines n'ont pas eu d'enfants, c'est « pour des raisons personnelles, de choix », qu'une femme qui « sait se fondre et rester elle-même, compléter le plaisir, le susciter, être abandonnée et donner tant de confiance que nos orgasmes se confondent dans les mêmes cris », c'est formidable, qu'il faut faire attention à la « sexualité très revendicative » car, dit une femme, je me défendais tellement d'être un objet « qu'à la fin... je me comportais en objet », qu'il faut plaindre ces hommes qui « montrent encore avec fierté les griffes et morsures qui témoignent d'une nuit agitée passée avec une pauvre malade » (nous soulignons), etc., etc... Jusqu'à Jacques qui « n'aime pas les femmes qui rejettent les hommes pour parler d'égalité » ! Seule Françoise, 19

ans, caissière, vient fausser toutes ces bonnes paroles : « A 18 ans, j'ai échoué au bac, et découragée, je me suis retrouvée là, à la sortie des marchandises, avec parfois, cette impression horrible d'être moi-même une marchandise ».

Mais que pouvait-il sortir d'autre d'une telle enquête ? Antoinette se refuse à laisser parler les femmes. L'enquête n'a qu'un but : diriger obligatoirement la sexualité vers le couple ; c'est lui qu'il faut forger, construire. Cela peut passer par le divorce (dont on demande la réforme), une sexualité libre avant le mariage... le tout est d'arriver à construire de bons couples qui feront de

bonnes familles. La vieille morale bourgeoise n'a plus cours, alors Antoinette fera preuve de quelque libéralisme. Ceci dit, de là à lever les tabous, à en discuter, il y a un pas qu'Antoinette ne franchira surtout pas : la sexualité ne semble déjà pas devoir donner matière à articles et débats réguliers, alors, de là à envisager que la question de l'homosexualité (notamment) soit abordée, c'est du domaine de l'impensable. A la question du pourquoi, Antoinette répondrait sans doute « ça ne concerne pas la majorité » !... et puis, de telles questions ne doivent-elles pas être tuées, voire niées !



illustration mars 1975 sur le RDA.

#### Quelle famille ?

Dans les pays de l'Est, la « cellule sociale répondant aux aspirations les plus profondes de



l'être humain et servant en même temps les intérêts de l'ensemble de la société socialiste». Conjonction sans doute fort bien venue, mais qui ne laisse pas d'inquiéter. « La famille ne peut pas être abolie, disait Trotsky, il faut la remplacer ». Et la « remplacer » ce n'est pas seulement développer les équipements collectifs pour permettre « aux femmes de pouvoir vraiment s'assumer » comme à pu le dire Antoinette. La réelle et complète libération des femmes ne passe pas par de simples aménagements (si importants soient-ils) : les femmes travailleuses ne luttent pas pour pouvoir mieux « mener de front leur double tâche » ! Le développement des équipements collectifs dans une société socialiste doit permettre l'éclatement de l'univers de consommation privée qu'est (entre autres) la famille. La lutte des femmes, c'est la lutte pour l'abolition de cette société qui les opprime et les exploite, à la maison<sup>1</sup> et au travail ; leur organisation autonome, c'est la lutte pour la prise en charge collective par la société dans son ensemble de toutes ces tâches, de ce véritable esclavage domestique qui est à la fois fondement et perpétuation de l'oppression des femmes. Et dès lors il est insuffisant (faux) de contenir la lutte des femmes entre les revendications pour le droit au travail, le salaire égal et le développement des équipements collectifs... revendications dont on nous dit qu'elles ne peuvent connaître satisfaction que dans le cadre de la démocratie avancée ou développement des forces productives et travail des femmes convergeraient heureusement ! Pourtant, on peut se demander pourquoi en Russie où il y a « égalité de l'homme et de la femme » et « inexistence du chômage » (Antoinette janvier 68), les femmes se retrouvent malgré tout dans des professions dites « féminines » (même si

celles-ci ne recourent pas exactement celles que l'on qualifie ainsi chez nous). Pour cela seul, le débat sur le socialisme que nous voulons mériterait d'être ouvert.

Que l'on nous comprenne bien, nous ne prêchons pas un « gauchisme » à tous vents : détruire la famille, maintenant et avant toutes choses. Nous ne présageons pas de ce que seront les rapports de demain entre les êtres humains (adultes et enfants) mais cela justement parce que nous pensons que ces rapports nouveaux que nous militons à tisser ne peuvent s'épanouir vraiment que dans le cadre d'une transformation fondamentale de la société. Cette société, c'est nous qui la construirons, en toute connaissance de cause, en nous donnant les moyens réellement démocratiques de la construire. Et dans ce sens, à l'heure même où les institutions bourgeoises laissent éclater leurs con-

traditions, nous nous refusons à les replâtrer ! Nos réformistes staliniens nous diront-ils demain comme ce fut le cas en URSS qu'il y a « une lutte à mener contre les manifestations d'irresponsabilité à l'égard du foyer familial et des devoirs familiaux ». Tout le laisse croire.

## « Antoinette » Janvier 1968

article intitulé : « 12 jours avec les travailleuses soviétiques » :

« Comment fais-tu Clara : ton travail, ta fille, la maison, ces conserves ? ... C'est parce que mon mari m'aide... »

## Un autre Antoinette ?



L'audience d'Antoinette est faible (diffusé à moins de 10 000 exemplaires). Le mensuel de la CGT paye pour nous le prix de sa bâtarde. Il ne répond fondamentalement ni aux « besoins » des femmes travailleuses, ni à leurs luttes. Et ce n'est pas un hasard si les sections syndicales se montrent peu empressées à le diffuser (même dans les entreprises à personnel majoritairement féminin). « On agit en fait comme si Antoinette était à côté des luttes, alors qu'il en est le reflet, et qu'il aide à faire prendre conscience », dit-on à la direction CGT même.

Eh bien oui : d'une certaine manière Antoinette est « à côté des luttes » parce qu'Antoinette se refuse à donner la parole aux femmes qui luttent : An-

toinette préfère le plus souvent la donner aux directions « responsables » qui tâchent, si cela les arrange telle forme de lutte (comité de grève, groupe femme...) ou telle revendication non avenue ou non prioritaire.

Progressisme oblige ! Antoinette ne reflète que partiellement les luttes : Lip, Cerisay, Mamouth... on peut en parler au besoin, y consacrer même une place inhabituelle... mais ce qui en fait la richesse, Antoinette très souvent ne veut pas le voir.

On n'a malheureusement que trop, à la lecture du mensuel femme de la CGT, l'impression d'une triste conformité de bon aloi.

Antoinette est un journal qui ne réussit ni à attirer les lectrices de la presse féminine traditionnelle, ni à sortir réellement les travailleuses du domaine étriqué qu'on leur assigne. Si on veut s'enquérir de la mode, mieux vaut lire « Elle » et compagnie. Si l'on veut sortir de son étouffoir, essayer de comprendre, Antoinette laisse sur sa faim.

Antoinette ne cherche pas véritablement à faire réfléchir, il informe certes, et c'est déjà important (dossiers sur les conditions de travail à tel ou tel endroit, problème des crèches, problèmes internationaux : ex : les femmes du Vietnam...), mais

garde fortement un aspect recettes : fiches juridiques, fiches cuisine, fiche tricots, « Docteur SVP »...

Aux femmes qui se démenent quotidiennement entre leur travail, leur mari, leurs enfants. Antoinette a proposé pendant quelques temps des portraits de militantes qui revenaient souvent à dire : voyez, c'est possible, celle-là y arrive, sa vie est riche et ses enfants sont épanouis !...

Antoinette ne s'attarde même pas à écrire sur des questions que pourtant la direction CGT reprend à son compte. Ainsi, par exemple, si le problème du partage des tâches est souvent posé, aucun article de fond ne vient signifier ce que cela implique et ce que le problème a d'important. On a la fâcheuse impression que cette revendication n'est jamais qu'une recette (encore une !) pour mieux vivre à deux ; l'aide du mari semble importante pour la bonne tenue du couple !

Aux femmes qui prennent de plus en plus clairement conscience qu'elles effectuent quotidiennement une double journée de travail, qui s'en révoltent, Antoinette répond : « **Votez programme commun** ». Aux femmes qui veulent planter leurs casseroles trop récurées, Antoinette répond : « **Liberté politique dans les entreprises** ». A la femme qui tourne en rond dans sa cuisine, Antoinette propose de venir discuter sur le pailier !

Les femmes, on l'a souligné, préfèrent se taire sur nombre de problèmes : la contraception, l'avortement, la sexualité, les rapports entre hommes et femmes, entre femmes... c'est du privé, on n'y touche pas ! Et là, Antoinette semble opiner du bonnet : problème délicat, problème douloureux, attention, on touche « à la vie affective de la femme et de la cellule familiale ».

Mais n'est-ce pas plutôt le silence, les mensonges, l'hypocrisie qui portent atteinte à la vie affective de la femme ?

Antoinette se fait, à juste titre, le porte parole militant du travail des femmes (égalité des salaires, réduction du temps de travail, lutte contre les inégalités de toutes sortes motivées par le fait que l'homme serait « chef de famille »...). Mais Antoinette con-

tient ses revendications dans le strict cadre économique car ce qu'elles peuvent remettre en cause n'aurait de solution que par le soutien aux organisations du programme commun.

Malgré tout, Antoinette a ces derniers temps, cherché à se poser des questions « nouvelles ». Nouvelles en ce sens qu'on ne se contente plus forcément de répondre au coup par coup. Il en est ainsi de l'article de C. Buci-Glucksmann sur la famille. Mais la conception générale d'Antoinette demeure inchangée.

Pourtant, d'Antoinette nous devons faire un outil. Nous considérons important l'existence d'une presse syndicale femme. Nous devons, dans nos sections, en faire la critique (sans ménagements), chercher à tirer les conclusions de sa faible audience, remettre en cause la conception rigide qui préside à sa réalisation. C'est une bataille syndicale que nous pouvons faire nôtre. Nous n'avons pas à ignorer Antoinette, nous devons en discuter avec les militantes et les femmes qui l'achètent. De telles discussions ne peuvent être que riches.

Changer Antoinette (on pourrait en premier lieu changer son titre !), c'est pour les femmes travailleuses de la CGT se l'approprier. Plus de journal avec la bonne parole trop savamment distillée, mais la parole aux travailleuses quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Plus de tricots et de recettes de cuisine (de toutes façons les femmes vont de préférence les chercher ailleurs), mais au contraire l'ouverture du débat sur cet univers qu'on nous coltine systématiquement. Plus de compte-rendu de grève qui se résume trop souvent à de l'information sèche qui ne nous permet pas toujours de mesurer les problèmes de fond. Nous voulons voir le mensuel femme de la CGT s'emparer de tout ce qui touche et concerne les femmes travailleuses et non pas censurer tel ou tel problème parce qu'il n'intéresserait qu'une « minorité ». Nous voulons une rubrique culturelle plus étoffée, plus vivante... et dans ce sens, nous tenons à réaffirmer avec la direction CGT que nous ne sommes pas des « sous-développées », que la vie de Flora

Tristan (N° de déc. 75) n'a pas besoin de nous être contée de manière insipide, en bandes dessinées médiocres. Quant aux questions politiques, on pourrait les voir abordées autrement que par des légendes de photos ou par de grands discours creux.

Antoinette a 20 ans... malheureusement on lui en donnerait plus !



(1) Madeleine Collin : directrice d'Antoinette depuis 1969, membre de la Commission exécutive de la CGT.

(2) René Piquet : membre du Bureau Politique du PCF

(3) « Semaine de la pensée marxiste : les femmes aujourd'hui, demain », Editions sociales - CERM

(4) Muldworf, médecin des hopitaux psychiatriques, membre du PCF

(5) Christiane Gilles : secrétaire confédérale de la CGT

(6) « Divorce : libéralisme ou liberté », de Monique et Roland Weyl, Editions sociales

(7) Christine Buci-Glucksmann : auteur de « Gramsci et l'Etat », membre du PCF.

### Sur les commissions syndicales femmes

A l'amendement proposé au 3ème congrès USTM 92 :

« Partout nous impulserons la création de commissions femmes du syndicat dans lesquelles les femmes pourront prendre confiance en elles, discuter de leurs problèmes et élaborer des revendications. Ceci devant amener les femmes à prendre des responsabilités au niveau du syndicat et non bien sûr à s'isoler de celui-ci »

Il fut opposé :

« Sous le contrôle du syndicat pourront se créer des commissions femmes par lesquelles les femmes pourront mener une action responsable dans nos syndicats ».

...Non mais, des fois que s'y embusqueraient des « féministes » irresponsables !

# « Antoinette » « La revue féminine et moderne des travailleuses »

Bref historique d'Antoinette donné par la direction CGT elle-même :

- Après guerre : création d'un « Bulletin des femmes travailleuses ».
- 1953 : « Le 29ème Congrès confédéral décide de transformer ce bulletin ronéotypé en une petite revue mensuelle imprimée : La revue des travailleuses ».
- 1955 : « La revue des travailleuses se transforme en un magazine féminin destiné, non plus aux seules militantes ou presque, mais à l'ensemble des travailleuses ».
- 1955 : Antoinette paraît. « Antoinette », « du nom de l'héroïne d'un film de l'époque « Antoine et Antoinette » qui traitait de la vie et des amours d'une jeune travailleuse ».
- Antoinette serait passé d'une vente d'environ 5 000 au départ à près de 70 000

● Christiane Gilles ne milite pas pour la remise en cause réelle de l'image de la femme forgée par la bourgeoisie, mais simplement pour la « revalorisation » de cette image ! La femme « moderne » contre la femme du passé !

● Il ne faut pas laisser les femmes à la réaction... Voilà le leitmotiv ! C. Gilles note qu'un écart au détriment de la gauche persiste chez les femmes lors des grands votes nationaux, même s'il a disparu chez les moins de 35 ans... Objectif : réduire l'écart ! Du coup, la propagande ne manquera pas de prendre un aspect lourdement électoraliste !

● Toutes les qualités bien féminines que la société bourgeoise donne généreusement aux femmes, C. Gilles les reprend à son compte : il en est ainsi du

rejet de la « violence » dont l'exaltation « effraie » les femmes. Forces de paix, forces de progrès, douces et aimantes, sources de lumières et de fécondité, voilà ce que semblent être les femmes... On a déjà entendu ça quelque part ! Résultat : la mise en valeur d'un terrain spécifiquement féminin vient se calquer très exactement sur celui de la bourgeoisie.

« La Vie Ouvrière »  
« L'hebdomadaire du travailleur  
et de sa famille »



La direction CGT a voulu fêter solennellement les 20 ans d'« Antoinette ». Une campagne d'intensification des ventes a été menée pour le numéro de décembre 1975, campagne précédée notamment de 3 colloques, organisés à l'hôtel Lutetia à Paris.

1er thème : « Le droit constitutionnel au travail concerne-t-il les femmes ? Est-il un facteur de progrès pour la conquête de leur place dans la société ? »

2ème thème : « Le travail de la femme transforme-t-il les rapports familiaux ? »

3ème thème : « Y a-t-il place pour le temps libre dans la vie des femmes ? »

...Colloques qui doivent donner lieu à la publication d'une brochure de compte rendu.

Notons que les chiffres de vente du numéro de décembre auraient presque doublé, suite à la campagne intensive menée.

